L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 22 JUIN.

Etat de la Louisiane.

VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

QU'IL SOIT CONNU que ce 26 mai 1866, pardevant moi, SELIMA MAGNER, notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la paroisse d'Orléans, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ont comparu James Longstreet, Francis J. Herron, John P. Dillingham, William C. Graham, Sam De Bow, Thomas F. May et Crawford Williams, composant une majorité du Bureau des Directeurs de la "GRANDE COMPAGNIE D'ASSURANCE DU SUD ET DE L'OUEST, A LA NOUVELLE-ORLEANS, SUR LA VIE ET CONTRE LES ACCIDENTS," lesquels agissant en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée spéciale des actionnaires de la dite Compagnie, laquelle assemblée a eu lieu le 19 mai 1866, et a été convoquée à l'effet de prendre en considération la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'amender la Charte de la Compagnie de manière à ce qu'elle comprît l'assurance contre les incendies et les risques de mer—ainsi qu'il appert d'une manière plus complète dans la copie certifiée et ci-annexée, de la dite résolution comme partie de cet acte—lesquels comparants déclarent que conformément aux pouvoirs, droits et privilèges accordés par les lois de l'Etat de la Louisiane pour l'organisation de Corporations dans l'Etat, et en vertu de la dite résolution adoptée à la dite assemblée spéciale des dits actionnaires, le 19 mai courant, ils font connaître et déclarent par les présentes, les amendements, additions et changements suivants aux articles de la Charte de la dite Grande Compagnie d'Assurance du Sud et de l'Ouest, à la Nelle-Orléans, sur la vie et contre les accidents, laquelle Charte a été passée pardevant moi, notaire, le 1er mars 1866, savoir—

Le nom et le titre de la corporation, sont, par les présentes, changés en ceux de "GRANDE COMPAGNIE D'ASSURANCE DU SUD ET DE L'OUEST, A LA NOUVELLE-ORLEANS, CONTRE LES INCENDIES, LES RISQUES DE MER ET LES ACCIDENTS." La première section de l'article "deuxième" de la dite charte est amendée de manière à ce qu'elle se lise comme suit:

"Le but de cette Compagnie est déclaré être:

1o—D'assurer la vie et de faire des assurances contre les accidents, la Compagnie se réservant le privilège de faire l'un ou l'autre.

2o—D'assurer les maisons, les magasins, les presses à coton, et toute espèce de bâtisses, meubles, objets, marchandises, machines et autres propriétés contre les pertes ou avaries occasionnées par l'incendie.

3o—D'assurer les navires et autres bâtiments voyageant sur mer, les bateaux à vapeur, le fret, l'or, l'argent les billets de banques, les traites et autres preuves de dette, les commissions, les profits, l'or ou l'argent en barre; contre tous les risques de transport par mer ou par terre, sur les contrats à la grosse et les prêts sur facultés; en un mot, d'effectuer toute espèce d'assurance, de la vie, contre les accidents, les incendies, les risques de mer et de rivières.

Et la dite Compagnie pourra se faire réassurer contre tout risque contre lequel elle a assuré et assurera.

Fait et passé, à mon étude, à la Nelle-Orléans, les jour, mois et année ci-dessus, en présence d'Edouard G. Gottschalk et de James Fahey, témoins compétents qui, après lecture, signent les présentes avec les dits comparants et moi, notaire.

(Signé)

JAMES LONGSTREETT,

F. J. HERRON, J. P. DILLINGHAM,
WM. C. GRAHAM, SAM. DE BOW,
T. F. MAY, C. WILLIAMS,
E. G. GOTTSCHALK, JAS. FAHEY.

S. MAGNER, notaire public.

Pour copie conforme.

Nelle-Orléans, 29 mai 1866.

S. MAGNER, notaire public.

BUREAU DES HYPOTHEQUES—Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour la Paroisse et la ville de la Nelle-Orléans, certifie que le susdit amendement de la Charte a été enregistré, aujourd'hui, à son bureau, dans le livre des Sociétés No 6, folio 244.

Nelle-Orléans, 26 mai 186.

CHAS. E. LENES, Député du

31 mai—1. 1 2 j.—1m Préposé à l'enregistrement

EXTRAIT FLUIDE BUCHU

OUR la faiblesse provenant des abus, d'épuisement de nature, accompagné de symptômes alarmants, parmi lesquels il faut citer l'indisposition à se mouvoir, la perte de la mémoire, l'insomnie, l'horreur de la maladie ou des pressentiments de malheurs; une lassitude générale, l'accablement, l'incapacité de profiter des jouissances de la société.

La constitution, une fois qu'elle est atteinte de faiblesse organique, exige le secours de la médecine pour se fortifier; ce fortifiant c'est L'EXTRAIT BUCHU DE HELMBOLD dont le succès est immuable. Si l'on ne s'en donne pas à un traitement, il s'en suit la consomption ou la folie.

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold n'est égalé par aucune autre préparation pour les maladies des POUMONS—la chlorose ou la rétention, la suppression des évacuations habituelles, l'ulcération de l'utérus—enfin toutes les affections auxquelles sont sujettes les femmes, soit qu'elles soient commis des ou à leurs imprudences, qu'elles soient âgées ou sur le déclin.

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold

—ET—

L'EAU DE ROSE PERFECTIONNÉE

Chasse du système, complètement et à peu de frais, sans presque aucun changement de la diète, sans inconvénient, toutes les maladies qui résultent d'une existence déréglée. Ce spécifique remplace, dans les cas de ce genre, les remèdes désagréables et dangereux connus sous les noms de copahu et mercure.

Servez-vous de l'Extrait fluide de Helmbold

Pour toutes les affections de ces organes—qu'il s'agisse d'hommes ou d'hommes, quelle qu'en soit la cause, quel que anciennes qu'elles soient. Le fluide est d'un goût et d'une odeur agréable, l'action en est rapide et c'est un meilleur fortifiant que toutes les préparations d'écorce ou de fer.

Les personnes aux constitutions délicates ou débilitées y ont de suite recours.

Le lecteur doit savoir, que quelque léger que soit l'un des maux dont il vient d'être fait mention, sa santé, son intelligence et son bonheur en ressentent l'effet.

Pour toutes ces maladies, il faut un diurétique.

L'Extrait Buchu de Helmbold est le grand diurétique.

Extrait fluide de Salsepareille, concentré, pour purifier le sang, chasser toutes les maladies chroniques provenant de l'impureté du sang—le seul remède efficace pour les scrofules, les douleurs et enflures des os, la teigne, l'ulcération de la gorge et des poumons, les pustules, les boutons sur la figure, les dartres, les érysipèles et toutes les éruptions de la peau.

Embellissement du Teint.

Beaucoup des affections les plus graves qui dessinent l'humanité proviennent des impuretés qui s'accumulent dans le sang. De tous les remèdes inventés dans un but de purification, il n'en est pas qui égale

L'Extrait de Salsepareille de Helmbold.

Il nettoie et renouvelle le sang, rend de la vigueur au système et chasse les humeurs qui donnent naissance aux maladies. Il y a longtemps qu'on cherche un remède de ce genre; et aujourd'hui pour la première fois le public en a un sur lequel il peut compter. L'espace nous manque pour produire les certificats qui en attestent les effets, mais l'essai d'un seul flacon prouvera aux malades qu'il possède des vertus supérieures à tout ce qu'ils ont déjà essayé.

Deux cuillerées à bouche de l'Extrait de Salsepareille ajoutées à une pinte d'eau sont égales au LISBON DIET DRINK, et une bouteille est égale à un gallon du sirop de salsepareille ou à la décoction.

Ces EXTRAITS sont employés dans l'armée des Etats-Unis dans les hôpitaux d'Etats et les maisons de santé publiques, aussi bien que dans la pratique particulière, et sont considérés comme de précieux remèdes.

Voir les propriétés médicales de Buchu dans les Dispensaires des Etats-Unis.

Voir les importants travaux du Professeur Dewees sur l'exercice de la médecine.

Voir les observations faites par le célèbre Dr. Physic, de Philadelphie.

Voir les observations faites par le Dr Ephraim McDowell, célèbre médecin et membre du Collège royal des chirurgiens d'Irlande, et publiées dans le journal du roi et de la reine.

Voir la Revue médico-chirurgicale publiée par Benjamin Travers, membre du Collège royal de chirurgiens.

Voir la plupart des meilleurs ouvrages de médecine.

EXTRAIT DE SALSEPAREILLE DE BUCHU

Vendu par tous les pharmaciens.

—Dépôt principal—

Entrepôt de Drogues et de Produits chimiques de

HELMBOLD,

594, Broadway, New-York.

Bureau du Commissaire des Vivres
RUE JULIE No. 188.

Nlle. Orléans, Lou. 14 juin 1866.

DES propositions cachetées, en duplicata, accompagnées d'une copie de cet avertissement, seront reçues jusqu'au 29 juin, à midi, pour fournir au département des vivres, mille (1000) barils de farine extra, lesquels devront être livrés, au Dépôt des Vivres, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans les quinze (15) jours qui suivront l'acceptation des propositions et seront ensuite payés, par l'inspecteur du gouvernement, immédiatement après qu'ils auront été acceptés.

On peut avoir, au dépôt des vivres, dans cette ville, des échantillons de la farine qu'on demande.

Les barils devront être neufs et le haut doit en être décoré.

On donnera la préférence à la farine qui se conserve au Sud.

Les personnes d'effectuer, au moment convenu, une fourniture.

Les propositions devront être adressées au soussigné et endossées "Propositions pour la farine."

A. BECKWITH.

Bvt. Brig. Gen. et Surnt. des vivres.

16 juin—jusq 29

LA MOITIÉ INDIVISE D'UN ILET DE TERRE, DANS LA VILLE DE GREENVILLE, PAROISSE JEFFERSON.

Succession de Hugh F. McKenna, décédé.

Par WALTON & DESLONDES,

J. B. WALTON, encanteur.

Bureau—No 48 rue Carondelet.

SAMEDI, LE 14 JUILLET 1866, à midi, à la Bourse des Marchands et des Encanteurs, rue Royale, entre les rues du Canal et de la Douane, en vertu d'un ordre de l'Hon. Cour du District de la Paroisse de Jefferson, daté le 9 juin 1866, dossier de la Cour No 18,883—il sera vendu, pour le compte de la Succession, la propriété suivante, savoir:

LA MOITIÉ INDIVISE D'UN ILET DE TERRE ... [illegible]

CHARTE
de la
COMPAGNIE D'ASSURANCES ATLANTIC
DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU que ce vingt-sixième jour du mois d'avril de l'an mil huit cent soixante-six, Devant moi, Edward Barnett, notaire public dûment commissionné et assermenté pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté.

Ont comparu personnellement les parties soussignées, qui ont déclaré que profitant des lois de l'Etat de la Louisiane, relative à l'organisation des corporations dans cet Etat, elles sont convenues et se sont engagées, et elles conviennent et s'engagent par les présentes, ainsi que les parties qu'elles représentent, à former et constituer une corporation dans le but et l'objet et avec les stipulations et règlements énumérés ci-dessous, à savoir:

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite Compagnie sera La Compagnie d'Assurance Atlantic de la Nouvelle-Orléans, et son siège est, par le présent acte, établi en la ville de la Nouvelle-Orléans; elle entrera en opérations aussitôt que tout le montant de son capital aura été souscrit, et elle existera comme corporation pendant vingt-cinq ans à partir de la date de cet acte. Elle aura un sceau portant les armes de la Louisiane, et pour inscription le nom de la Compagnie et la date de cet acte.

ARTICLE DEUXIÈME.

L'objet et le but de cette Corporation sont déclarés être:

1o—D'assurer les maisons de résidence, magasins, presses à coton et tous autres bâtiments de quelque nature qu'ils soient, mobiliers, marchandises, denrées, objets de commerce, machines et toutes autres propriétés, contre les pertes ou les avaries par le feu.

2o—D'assurer les navires de toutes dénominations, bateaux à vapeur et autres bâtiments, fret, marchandises, denrées, objets de commerce, mobiliers, or, argent, billets de banque, traites et tous papiers établissant une dette, commissions, profits, lingots en argent, et contre tous risques de transport par mer ou par terre, sur la vie, intérêts hypothécaires sur les navires et marchandises, en un mot d'assurer contre tous risques de feu sur mer et sur le fleuve, et d'assurer la vie contre les risques.

La Compagnie pourra se faire assurer de nouveau contre tout risque pour lequel elle aura elle-même donné une assurance; et toutes les citations, notices ou documents légaux dans lesquels la Compagnie pourrait être intéressée, devront être servis au Président qui sera nommé de la manière ci-après stipulée.

ARTICLE TROISIÈME.

Le capital de la dite Compagnie sera trois cent mille piastres, divisé en trois mille actions de cent piastres chacune, payables à l'époque et de la façon ci-dessous mentionnées, à savoir:

Les actionnaires de cette Compagnie seront tenus de payer entre les mains du Président, des l'organisation pour son entrée de la Compagnie en opérations, la somme souscrite par eux, et de fournir des billets, à l'ordre de la Compagnie, pour les quatre-vingts piastres restant dues sur chaque action, lesquels billets seront payables sur demande au bureau de la dite Compagnie, à telle époque et de telle manière que la Direction le décidera; pourvu qu'ils ne devront pas être de plus de vingt piastres par chaque action, et à telles époques que désignera la Direction; et moyennant trente jours d'avis, en français et en anglais, dans deux journaux quotidiens publiés en cette ville, que ces paiements devront être faits. Le capital de la Compagnie, de trois cent soixante-quinze mille piastres, pourra être porté à un million cinq cent mille piastres, ainsi qu'il y est pourvu plus bas.

ARTICLE QUATRIÈME.

Tous les pouvoirs de la Compagnie, comme corporation, seront exercés par une Direction composée de dix-neuf actionnaires qui seront élus le premier lundi de janvier de chaque année, au bureau de la Compagnie. Avis de cette élection sera donné en français et en anglais, de la manière qu'il est dit dans l'Article Troisième et cela pendant les dix jours qui précèderont cette même élection. La Direction nommera, comme inspecteurs, trois actionnaires chargés de présider aux dites élections, et si un de ces inspecteurs refuse ou manque de se présenter au jour de l'élection, le Président devra nommer d'autres actionnaires pour les remplacer. Les Directeurs ainsi nommés prendront leurs sièges le premier lundi de janvier de chaque année et resteront en fonctions pendant un an à partir de leur nomination, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et aient qualifié pour entrer en fonctions.

ARTICLE CINQUIÈME.

La première Direction se composera des actionnaires suivants, qui resteront en fonctions jusqu'au premier lundi de janvier 1867, ou jusqu'à ce que leurs remplaçants soient élus ou aient qualité pour les remplacer, savoir:

J. A. Mattison,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis, Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Manson,	N. H. Thomas,
A. D. McGinnis,	W. P. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slaybeck,

B. L. Mann.

ARTICLE SIXIÈME.

A toutes les élections le vote se donnera au scrutin, et les personnes qui auront reçu la pluralité des voix des actionnaires présents seront considérées comme dûment élues. Dans le cas où une élection n'aurait pas lieu à l'époque fixée, le Président ordonnera qu'une seconde élection ait lieu dans les dix jours suivants, et il donnera avis de ce fait, ainsi qu'il est dit plus haut.

ARTICLE SEPTIÈME.

Chacun des actionnaires aura droit, soit en personne, soit par procuration, à un vote pour chacune des actions qu'il possèdera; pourvu qu'aucune corporation, aucun individu ou compagnie individuelle ne puisse voter sur aucune action qui lui aurait été transférée dans les quatre-vingt-dix jours antérieurs à la dite élection.

ARTICLE HUITIÈME.

Tout détenteur de scrip pourra voter à toutes les élections de Directeurs, pourvu que son vote soit donné à des actionnaires de la Compagnie, et il aura droit à un vote par cent piastres de scrip, pourvu qu'aucun individu, aucune corporation ou compagnie n'ait droit à plus de cinq votes; et qu'une votera sur du scrip qui lui aura été transféré dans les six mois précédant la dite élection.

ARTICLE NEUVIÈME.

Dans les dividendes annuels que déclarera la dite Compagnie, les assurés recevront une part proportionnée aux primes qu'ils auront payées pendant l'année, et les actionnaires une part proportionnée au capital qu'ils auront versé.

ARTICLE DIXIÈME.

Les assurés qui réclameront et recevront une remise de vingt-cinq pour cent sur les primes, abandonneront aux autres assurés et aux actionnaires tous leurs droits dans les profits de la Compagnie.

ARTICLE ONZIÈME.

Les assurés auront droit, par le paiement de leur part de dividendes, à recevoir un certificat de profits portant six pour cent d'intérêt, lequel certificat sera payé par le Président et le Secrétaire, et contiendra une clause déclarant que si, durant une année quelconque, les pertes de la Compagnie dépassent les primes et absorbent le fonds de réserve et tout le capital payé ou seulement une partie, le dit certificat sera réduit de manière à combler le déficit.

ARTICLE DOUZIÈME.

Il ne sera pas émis de certificat pour les fractions au-dessous des dizaines de piastres, ni pour une somme de moins de dix piastres, mais toutes les fractions au-dessous des dizaines, et les sommes de moins de dix piastres seront passées au compte casuel de la Compagnie, qui restera comme fonds de réserve pour le bénéfice des actionnaires; et dès que le fonds de réserve aura excédé trois cent soixante-quinze mille piastres, il sera divisé annuellement parmi les actionnaires au pro rata de leurs intérêts respectifs dans la Compagnie.

ARTICLE TREIZIÈME.

Les actionnaires recevront leur dividende en argent, mais le montant qui devra leur être payé ne dépassera pas dix pour cent sur le montant du capital qu'ils possèderont, et le reste sera placé au crédit du compte de stock non payé jusqu'à ce que le stock soit payé en plein.

ARTICLE QUATORZIÈME.

La Direction, à sa première séance, élira annuellement, de son propre sein, un Président et un Vice-Président, qui resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

ARTICLE QUINZIÈME.

Nul ne sera éligible comme Directeur de la Compagnie s'il ne possède, en son propre nom ou en celui de la maison de commerce dont il peut être associé, et cela à l'époque de l'élection, au moins cinquante actions de la Compagnie.

ARTICLE SEIZIÈME.

La Direction aura le droit de nommer tels officiers et employés qu'elle jugera nécessaires pour l'administration de la Compagnie; pourvu que ces règlements ne soient pas en conflit avec les lois de cet Etat et le but réel et l'esprit de cet acte.

Elle fixera le montant des émoluments des officiers et employés qu'elle aura nommés pour le service de la Compagnie, et elle aura, en outre, le droit de remplir toutes les vacances qui pourraient survenir dans le corps des Directeurs ou dans la présidence.

ARTICLE DIX-SEPTIÈME.

La Direction aura le droit de placer, de temps à autre, l'argent et le capital de la Compagnie en des terres et en hypothèques sur des propriétés foncières libres d'hypothèques et améliorées, situées dans cette ville ou ailleurs, dans tous les cas, ces propriétés devront représenter le double de la valeur de la somme ainsi prêtée. Elle pourra aussi placer les bénéfices de la Compagnie en bons ou actions émises en vertu des lois des Etats-Unis, de cet Etat, ou des corporations de cet Etat; faire des prêts sur toutes garanties, comme il est dit ci-dessus, bons ou actions. Elle aura le droit de disposer d'hypothèques obtenues comme garantie, toutes actions données en garantie, ou de propriétés qui lui seront été transférées en satisfaction de dettes antérieurement contractées, ou achetées à des ventes publiques en vertu de jugements ou d'ordres de saisies obtenus par la Compagnie; de toutes propriétés mobilières ou immobilières qui pourraient avoir été abandonnées à la Compagnie dans le cours de ses opérations; mais rien dans cet acte ne sera interprété de façon à autoriser la Compagnie à escompter des papiers négociables, de faire aucune autre opération de banque ou de trafiquer, soit directement, soit indirectement, dans l'achat ou la vente de propriétés mobilières ou immobilières, marchandises, denrées, ou objets de commerce; pourvu, en outre, que la Compagnie ait le droit d'acheter une propriété ou une bâtisse pour y établir des bureaux.

ARTICLE DIX-HUITIÈME.

Des dividendes annuels seront faits de tel montant des profits de la Compagnie qu'il sera jugé convenable, mais la proportion des primes reçues sur les risques non expirés à l'époque de la déclaration des dividendes, ne sera pas considérée comme faisant partie des bénéfices de la Compagnie; et en cas de pertes ou partes quelconques par lesquelles le capital de la Compagnie serait diminué, aucun dividende subséquent ne sera fait tant que cette diminution n'aura pas été couverte et comblée par les bénéfices.

ARTICLE DIX-NEUVIÈME.

Dans les dividendes annuels qui seront déclarés, ainsi qu'il est dit plus haut, le montant à payer aux actionnaires ne devra pas excéder dix pour cent sur le montant versé dans la caisse de la Compagnie; le surplus sera porté au crédit des actions non payées, jusqu'à ce que celles-ci aient été acquittées en plein, et alors il sera du devoir du Président et de la Direction d'émettre des certificats en faveur des actionnaires, pour les actions payées en plein.

ARTICLE VINGTIÈME.

Lorsque le capital de la Compagnie aura été intégralement versé dans la caisse, la Direction aura le droit de déduire de chacun des dividendes annuels, et de mettre de côté, telle partie des dits dividendes qu'elle jugera convenable, jusqu'à ce que ce fonds additionnel, qui ne devra pas excéder la somme de trois cent soixante-quinze mille piastres, ait été formé et réalisé, lequel fonds sera ajouté au capital de la dite Compagnie.

ARTICLE VINGT-UNIÈME.

Tout actionnaire qui manquera ou négligera de répondre à l'appel de fonds qui sera été fait par la Direction ainsi qu'il est pourvu dans l'article troisième, sera considéré comme ayant abandonné à la Compagnie toutes les sommes payées par lui antérieurement; il cessera dès lors d'être un des actionnaires de la Compagnie.

ARTICLE VINGT-DEUXIÈME.

Aucune action ne sera transférée à moins que ce transfert ne soit enregistré sur les livres de la Compagnie. Si un actionnaire désire faire le transfert d'une action avant que paiement en plein de cette action ait été effectué, il sera autorisé à le faire en substituant à ses propres obligations celles de la personne qui lui achètera l'action; pourvu que cette substitution d'obligation soit approuvée par la direction.

ARTICLE VINGT-TROISIÈME.

A l'expiration de la charte de la compagnie, ou plus tôt si les actionnaires le décident ainsi par un vote, de la manière énoncée plus bas, les affaires de la Compagnie seront liquidées, ses dettes acquittées et les biens de la Compagnie seront partagés entre les actionnaires sous la surveillance de trois commissaires qui seront nommés par le Bureau de Directeurs, lesquels commissaires resteront en fonctions jusqu'à la liquidation entière des affaires de la Compagnie.

ARTICLE VINGT-QUATRIÈME.

Le Président signera toutes les polices d'assurance; il présidera toutes les séances de la Direction, conduira et administrera les affaires de la Compagnie, avec le concours et l'approbation de la Direction; en cas d'absence, le Vice-Président le remplacera et présidera toutes les séances.

ARTICLE VINGT-CINQUIÈME.

Il sera du devoir du Président et de la Direction, dans le mois qui suivra l'expiration de chaque année de la Compagnie, de faire publier en français et en anglais, et cela pendant dix jours, dans un journal publié en cette ville, un tableau exact contenant toutes les opérations de la Compagnie; un tableau devra contenir, premièrement, le montant des primes reçues pendant l'année, spécifiant le montant des primes reçues pour les polices d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'incendie et les risques de mer; deuxièmement, le montant des primes non expirées; troisièmement, le montant des pertes réglées pendant l'année, spécifiant le montant payé pour chacun des risques ci-dessus énoncés et la somme payée; quatrièmement, le montant des pertes connues non réglées; cinquièmement, la manière dont se trouve placée la portion du capital placée au crédit de cette compagnie.

ARTICLE VINGT-SIXIÈME.

Les actionnaires ne seront responsables d'aucune perte ou dommage encouru par la Compagnie, au delà du montant du capital souscrit par eux.

ARTICLE VINGT-SEPTIÈME.

Cet acte de corporation pourra être modifié, changé ou amendé, ou la Compagnie pourra être dissoute à une assemblée générale des actionnaires qui sera convoquée dans ce but, après trente jours d'avis dans les journaux français et anglais de cette ville, en indiquant l'objet de la réunion, à la majorité des voix des trois quarts du capital représenté à cette assemblée, et toutes modifications, changements ou amendements ou dissolution devront être enregistrés et publiés conformément à la loi.

ARTICLE VINGT-HUITIÈME.

Les noms et l'intérêt respectif des parties comparantes à cet acte sont comme suit:

	Actions.	Montant.
J. A. Mattison,	1,000	$100,000
Chs. H. Walker,	[illegible]	[illegible]
John McGinnis, Jr.,	[illegible]	[illegible]
Edward Rigney,	[illegible]	[illegible]
R. E. Godell,	[illegible]	[illegible]
A. J. Bedford,	[illegible]	[illegible]
Lamb, Quinlin & Co.,	[illegible]	[illegible]
George W. Manson,	[illegible]	[illegible]
Samuel Boyd,	[illegible]	[illegible]
H. D. McGinnis,	[illegible]	[illegible]
Thomas M. Simmons,	[illegible]	[illegible]
C. H. Eager,	[illegible]	[illegible]
Henry H. Stanly,	[illegible]	[illegible]
H. A. Wheelock,	[illegible]	[illegible]

Wm. P. Kellogg,	[illegible]
B. L. Mann & Co.,	[illegible]
[illegible]	[illegible]

Fait et passé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, les jour, mois et an que dessus, en présence de Adolphe Louis et Lewis C. Woodville, témoins compétents, qui ont signé avec les parties comparantes et moi, notaire.

L'acte original est signé:

Geo. W. Manson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, et autres.

A. A. Louis, L. C. Woodville.

Edwd. Barnett, notaire.

Pour copie conforme,

EDW. BARNETT, notaire.

Bureau des hypothèques—Nouvelle-Orléans, le 1er mai 1866—Je, soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour la ville de la Nouvelle-Orléans, certifie par les présentes que le susdit acte a été enregistré, aujourd'hui, dans mon bureau, dans le livre No 8, No 4, page 160 à 169.

(Signé) CHAS. E. LENES,

Député du préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Mardi—juin 6, 13, 20, 26.

Etat de la Louisiane.

DÉPARTEMENT DE L'EXECUTIF,
Nouvelle-Orléans, 17 mai 1866.

CONFORMEMENT à un Acte de l'Assemblée Générale, lequel est intitulé:

"Acte pour autoriser le Gouverneur à émettre les bons de l'Etat pour un million de piastres et pourvoir au paiement des dits bons qui sont destinés à payer les frais de constructions de levées, conformément aux contrats faits par le Gouverneur et les commissaires nommés à cet effet."—

Des propositions sont demandées et seront reçues pendant trente jours—qui expireront le 18 juin 1866—pour l'achat d'un million de piastres en bons de l'Etat, à prix l'autorisation susdite. Les dits bons portent un intérêt de huit pour cent l'an, payables semi-annuellement, ont vingt ans à courir et sont garantis par tout le produit des ventes de terres publiques ou marécageuses appartenant à l'Etat.

Des enchères seront reçues, en sommes de mille piastres et davantage, lesquelles enchères devront être adressées au Gouverneur de l'Etat, seront ouvertes par lui-même, les Commissaires des Levées, et devront endossées comme suit: "Propositions pour l'achat de bons de Levées."

Les billets de l'Etat, des banques nationales et du Trésor seront seuls reçus en paiement de bons.

Le droit est spécialement réservé de rejeter toutes les enchères que n'approuveraient pas le Gouverneur et le Bureau des Commissaires de Levées.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

18mai—30f

GRAND CHEMIN DE FER
DE LA NOUVELLE-ORLEANS, DES OPELOUSAS ET DE L'OUEST.

Les convois de passagers partent du DÉPOT, à Alger, tous les matins, à 8 heures, et arrivent à Brashear City à midi.

Ils partent de Brashear City, à 1 heure de l'après-midi et arrivent à Alger à 5 heures du soir.

Un Ferry quittera le wharf, de la ville, près le pied de la rue Canal, tous les matins à 7 heures et demie, et se reliera au convoi des passagers.

Les billets d'excursion, seulement ou ils sont émis, se vendent à un prix réduit.

Des bateaux à vapeur de première classe vont jusqu'à la Nlle Ibérie et tous les ports intermédiaires du Teche et se relient journellement aux convois de Brashear City.

Le fret est reçu au Débarcadère de la Compagnie, en ville, tous les jours, les Dimanches exceptés, pour toutes les stations du chemin de fer et pour tous les ports du Teche jusqu'à la Nlle Ibérie.

G. W. BAYLEY,

16 juin Ingénieur en chef et Surintendant général

CHEMIN DE FER PONTCHARTRAIN
ARRANGEMENTS DE PRINTEMPS ET D'ÉTÉ.

Pour aller au Lac et en revenir le même jour: 25 cents.

Pour aller à la station de Gentilly: 15 cents et autant pour revenir.

A dater de DIMANCHE, 1er AVRIL 1866, les convois partiront comme suit:

—Départ des trains—

DE LA VILLE.	DU LAC.
4 h. A. M., char à cheval	5½ h. A. M., char à vapeur
6½ " char à vapeur.	7 "
7½ "	8½ "
9 "	9½ "
10½ "	11½ "
MIDI	1 P. M.
2 h. P. M.	3½ "
3 "	4½ "
4 "	5½ "
5 "	6½ "
6 "	7½ "
7 "	8½ "
8 "	10 "

—Arrangement du dimanche.—

CHARS A VAPEUR partant de la ville tous les DIMANCHES matin, à quatre heures, au lieu du char à cheval.

Un convoi extra partira de la ville tous les DIMANCHES, à 1 heure de l'après-midi.

A partir du 6 mai, les convois partiront de l'une ou de l'autre extrémité du chemin de fer, les DIMANCHES, toutes les demi-heures, de 2 heures de l'après-midi, à 8 heures du soir.

Les passagers qui désirent s'arrêter à la station de Gentilly devront en prévenir le conducteur avant le départ du convoi.

Prix: 15 cents pour aller et 15 cents revenir.

G. PANDELLY,

avril—5m Surintendant

Bureau du Surintendant du
GRAND CHEMIN DE FER
De la Nlle-Orléans, de Jackson et du Nord.

Nlle-Orléans, 14 mai 1866.

—EXCURSIONS—

A partir du 16 JUIN, un convoi d'excursion partira du dépôt, au pied de la rue Calliope, les samedis soir, et ira jusqu'à Magnolia. Il partira de Magnolia, pour s'en revenir à la Nlle-Orléans, les lundis, à temps pour arriver en ville à midi.

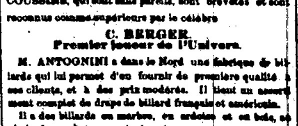
On peut acheter au dépôt, avant le départ du convoi, des tickets pour le convoi d'excursion et le convoi du dimanche, aller et retour.

Pour Kenner, aller et retour, $1.25; Frenier, $2.25; Manchac, $3.00; Ponchatoula, $3.50; Tickfaw, $3.75; Amite, $4.00; Tangipahoa, $4.50; Osyka, $4.75; Magnolia, $5.00.

F. S. WILLIAMS,

16 mai—1m Surintendant général.

B. ANTOGNINI,
FABRICANT DE BILLARDS
Avec coussins à combinaison (brevetés.)
15..........RUE CONTI..........15



M. ANTOGNINI continue le même genre d'affaires. Tout ce qui concerne les billards se trouve dans son établissement, et autres articles des COUSSINS supérieurs à tous ceux employés jusqu'à ce moment. Ces COUSSINS, qui sont sans pareils, sont brevetés et sont reconnus comme supérieurs par le célèbre

C. BERGER
Premier joueur de l'Univers.

M. ANTOGNINI a dans le Nord une fabrique de billards qui lui permet d'en fournir de première qualité ses clients, et à des prix modérés. Il tient un assortiment complet de draps de billard français et américain.

Il a des billards en marbre, en ardoise et en bois, au choix des acheteurs, ainsi qu'un nouveau système de billards carrés où l'on peut jouer sur la même table la partie de carambolage, la partie à quatre poches, celle dix poches et la poule.

Afin que le public puisse juger par lui-même, M. Antognini a toujours un billard que l'on peut essayer. Il vend aussi des jeux de LOTO complets et tout ce qui sert à fournir les billards.

M. ANTOGNINI ayant visité les meilleures fabriques du Nord, et au courant des derniers perfectionnements peut livrer des billards égaux à ceux confectionnés au Nord.

M. ANTOGNINI tient aussi ROULETTES à double cylindre et JETONS; Billes et Boules de TEN PIN ALLEY. avril—6m

FONDERIE DE LEEDS,
[ETABLIE EN 1825.]
Au coin des rues Delord et Foucher.

NOUS annonçons à nos amis et au public que nous sommes prêts, comme par le passé, à faire des MACHINES A VAPEUR, des bouilloires, des moulins à sucre, des chaudières à sucre, des machines à dessécher, des moulins à scie, des presses à coton, des vis de Newell, des bouches à fourneaux, des grils; à exécuter toutes sortes de travaux d'habitations, de bateaux à vapeur, et toutes espèces de machines pour le Sud.

14 juin—3 m LEEDS & CO.

MISCHE & CO.
[Successeurs de BARRETT & HUBER],
MARCHANDS DE VINS, LIQUEURS & CORDIAUX EN GROS.
Rue Poydras, No 71.

ONT constamment un très grand assortiment de vins, liqueurs et cordiaux—importés et imitation—qu'ils recommandent aux marchands et qu'ils vendront aux plus bas prix. Les ordres de la campagne sont remplis avec promptitude. ... [illegible]

PAUL W. COLLENS,
Juge de la Troisième Cour de Justice-de-Paix pour la Paroisse d'Orléans.

BUREAU: No. 23 Passage de la Bourse, à l'angle de la rue de la Douane, au premier.

Les livres, documents et affaires appartenant aux ci-devant Juges E. Meunier et V.-D. Terrebonne ont été transférés au susdit local.

N. B. — Heures de bureau: 9 à 3 heures, et de 6 à 8 heures du soir. 16 mai—1m

INSTITUTION
240, 242, 244....*Rue Remparts*....240, 242, 244
EXTERNAT ET INTERNAT.

MME L. A. DE MONTLUZIN a l'honneur de prévenir MM. les pères de famille qu'il vient de céder à M. C. Coron dans la direction de l'Institution de la rue des Remparts, et qu'il fera tous ses efforts pour être à la hauteur de sa tâche. Il ose espérer que le public voudra bien lui continuer la bienveillant patronage qu'il avait accordé à son devancier.

Les cours de cette Institution seront rouverts MARDI, 2 janvier 1866 et se continueront régulièrement de 8 heures A. M. à 4 heures P. M. Classes du soir—de 6 heures P. M. à 8 heures P. M. Pour tous autres renseignements, s'adresser aux Remparts ... [illegible]

INSTITUT ST-LOUIS
POUR LES DEMOISELLES,
Dirigé par Mme DERON,
75.........*RUE DAUPHINE*.........75

ON peut, pour plus de renseignements, se procurer des prospectus à l'établissement ou chez les principaux libraires.

MME ALLUARD,
Somnambule,

BIEN connue à la Nouvelle-Orléans pour être l'instrument de la Providence pour les malades qui ont recours à ses soins—spécialement pour les cas de maladies nerveuses, l'épilepsie comprise. Mme ALLUARD, guérit également la phtisie, les aigreurs d'estomac, les digestions difficiles, les maladies du foie, la diarrhée, la dyssenterie, les maladies de la matrice, catarrhe pulmonaire, l'asthme et toutes les maladies des voies respiratoires.

Consultations rue Tchoupitoulas, 248, entre Ursulines et Barracks. ... [illegible]

CONSERVEZ VOS DENTS
J. A. CASADAVANT,
CHIRURGIEN-DENTISTE,
...RUE DU CANAL...
entre Bourgogne et Remparts, où il continue à exercer scientifiquement toutes les opérations dentaires.
Consultations en français, en espagnol et en anglais
10 juin—1m

TRANSFERT DE CABINET.
Le Dr. CHARLES E. KELLS,
DENTISTE,

A transporté son cabinet et son domicile au No 14 rue Dauphine, les autres portes de la rue du Canal, près de Lopez. ... [illegible]

Dentiers complets, pour $50, dents garanties, extraction sans douleur.

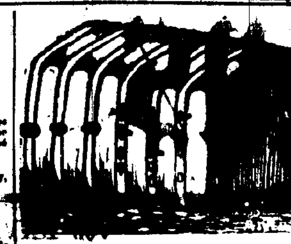
No 2........Le Dr. SPYER, dentiste........No 2
—Coin Camp et Canal—

Les dents que pose le Dr. SPYER sont à meilleur marché, plus durables et placent mieux que les autres. Il pose des dentiers qui servent à mâcher; et dans les bouches les plus nerveuses il n'y a pas de douleur. Le Dr. Spyer donne des consultations en français, en espagnol, et allemand et en portugais. ... [illegible]

MALADIES
Dépuratif, Remède, Injection et Poudre du Dr VERGE.

TOUTES les maladies secrètes, anciennes et récentes, les écoulements, chaudepisses, pertes, dartres, boutons, syphilis, etc., sont radicalement guéries par l'emploi des médicaments du Dr F. VERGE. Le dépuratif purifie et le sang de ses affections ... [illegible]

GAUDIN Jr, pharmacien, ... Bourbon.



LES CELEBRES CERCLES EN FER
DE FASSMAN,
POUR BALLES DE COTON.

MES CERCLES A BOUTONS, connus sous le nom de Button Tie, sont les premiers qui aient été offerts au Sud; des milliers de planteurs les ont employés avec succès. J'ai perfectionné la forme du bouton et j'ai pris une patente pour un cercle à boucle, qui, sous le rapport de la simplicité, de la facilité, de la rapidité avec lesquelles il s'adapte solidement aux balles de toutes les grosseurs, est supérieur à tout ce qui a été présenté jusqu'ici au public.

On reconnaît partout, aujourd'hui, les avantages du fer sur la corde pour balles de coton; les cercles en fer resserrent beaucoup plus la balle, ils s'adaptent bien plus solidement et facilement, à la campagne et dans les ports de mer, diminuant immédiatement les dangers de l'incendie. Ils sont plus forts le temps et l'air n'ont pas sur eux le même effet que sur la corde. La guerre a fait ressortir, d'une manière remarquable, ce dernier avantage. Des milliers de balles de coton ont été perdues parce que les cordes se sont pourries et cassées, et ces balles auraient pu être conservées si l'on avait eu des cercles en fer. Ceux-ci, d'ailleurs se vendent à cinquante pour cent de moins que la corde, par suite de la réorganisation du travail dans les Etats où le chanvre se cultive. La quantité de ce produit a tellement diminué que les prix ont subi extraordinairement élevés; on pourrait même dire qu'aucun prix ne saurait en assurer une quantité suffisante pour une récolte ordinaire.

Les cercles sont d'une longueur de 10 pieds, 10 pieds et demi et onze pieds. On emploie le plus souvent ceux de 10 pieds; mais les grosses balles en exigent quelquefois de 10 pieds et demi et onze pieds. Les boucles sont attachées aux cordes; les boucles se mettent dans de petites boîtes. Le poids en est d'environ dix livres par balle.

J'ai pris des mesures pour l'importation d'une grande quantité de fer anglais de la meilleure qualité et j'ai conclu des arrangements avec MM. Chambers & Latting pour la vente et la livraison de mes fers.

Navire Refuge, Nlle Orléans, 7 juillet 1865.

A M. H. Fassman.

Monsieur—En janvier dernier, je reçus de votre presse 1000 balles de coton, environ 1000 desquelles avaient vos cercles en fer. Je peux certifier que ces 1000 balles étaient en meilleur état que le coton qui sort généralement des presses; qu'il fut plus facile de l'arrimer et que le navire put transporter plus de coton qu'à aucun autre voyage.

Le coton, lorsqu'on le retira du navire à Liverpool, était en meilleur état que celui pour lequel on s'était employé de la corde. Les cercles en fer sont bien préférables à la corde pour le dernier plan d'arrimage, attendu que l'humidité qui s'élève du fond n'a aucun effet sur eux et toute homme pratique sait que l'humidité pourrit la corde. Je peux, en toute confiance, recommander vos cercles en fer, car j'avais pris comme essai le lot dont j'ai parlé et j'ai bien examiné pendant le chargement et pendant le déchargement.

Je suis, respectueusement, etc.,

JOHN HOWARD, capitaine.

CHAMBERS & LATTING.

Agents pour la vente des cercles en fer de Fassman

ET

Marchands de balle, de corde, et de ficelle d'emballage, Rue Carondelet, No 61, Nlle-Orléans.

17 juin—6m

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL
DE LA
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle Orléans, 22 mai 1866.

LES Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de marine	[illegible]	
Primes de rivières	[illegible]	$1,[illegible]
Montant des primes expirées		[illegible]
Pertes payées et estimées—		
Pertes d'incendie	$24,402 66	
Pertes de navires	79,646 05	
Pertes de rivières	[illegible]	
Escompte payé au lieu de scrip	79,787 87	
Taxes payées	38,192 34	
Réassurances payées	61,297 31	
Profits et pertes, dépenses générales, timbres, escompte en moins, &c	149,166 66	[illegible]
Bénéfice net		$[illegible]
Montant des primes participant au dividende scrip		[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$[illegible]
Billets garantis par actions	[illegible]
Effets	[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
Placé en bons consolidés et en bons de la ville	[illegible]
Placé en actions de banques	[illegible]
Scrip étrangers du pays, compte de scrip	[illegible]
Compagnie du Dry Dock Valette	[illegible]
Dû pour primes et en voie de perception	[illegible]
En caisse	[illegible]
	$[illegible]

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.

HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes participantes, pour l'année qui a expiré le 30 avril 1866, et les certificats seront émis, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. D. Buddecke,	James J. Hanna,
Sam'l B. Newman,	A. Dathill,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. Obel,
A. Thomson,	A. B. Reading.

25 mai—30j

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.
BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant:

... [illegible]

Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de mer	[illegible]	
Primes de rivière	[illegible]	
Primes inscrites		$[illegible]
Pertes payées, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de rivière	[illegible]	
Réassurance	[illegible]	
Taxes et licences des Etats-Unis, de la ville et de l'Etat	[illegible]	
Frais, profits et pertes, intérêt de scrip, escompte et intérêt au moins	[illegible]	[illegible]
Montant net des primes participant		$[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Dû pour primes, en voie de perception	$[illegible]
Effets pour primes	[illegible]
Placé en actions de chemins de fer	[illegible]
Placé en actions de banques	[illegible]
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance Mutuelle	[illegible]
Prêts sur garantie	[illegible]
Prêts sur hypothèque	[illegible]
En caisse	[illegible]

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.

H. CASTARÈDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 18 décembre 1865.

SAMUEL MEYERS,

Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant, pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et les certificats seront émis à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS:

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny
A H D'Meza,	John Gauche,	Omer Gaillard
A. Miltenberger,	J. A. Stoess,	T. Avendano
A. Bédault.	A. Marquez,	Jas. A. White,
	A Verlot De Grey	28 déc 2

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIÈME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées sur 1864		$74,770 [illegible]
Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:		
Sur les risques d'incendie	$130,125 77	
Sur les risques de mer	38,125 05	
Sur les risques de rivières	67,682 41	$[illegible]
Total des primes		$[illegible]
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$[illegible]	
Primes remboursées	[illegible]	[illegible]
Montant net des primes		$[illegible]
Pertes: Sur les risques d'incendie	$[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de rivières	31,744 19	
	$[illegible]	
Taxes	15,170 12	
Réassurances	[illegible]	
Dépenses générales, intérêt on moins	15,671 77	
Intérêt de scrip	[illegible]	[illegible]
Bénéfice net		$[illegible]

L'Actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$[illegible]
Billets garantis par nantissement et hypothèque	[illegible]
Dû pour primes en voie de perception	[illegible]
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	[illegible]
Scrips de différentes compagnies d'assurance	[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
En caisse	[illegible]
En moins: Intérêt non réclamé sur scrip	[illegible]
Intérêts payables sur scrip	[illegible]
Réclamations non encore réglées	[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, ont personnellement comparu Jules E. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans, lesquels, ayant été dûment assermentés, ont déclaré que le susdit tableau est exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 9 janvier 1866.

F. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie, pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis des certificats pour ledit dividende à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) de scrip, sera payé aux porteurs ou à leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

—DIRECTEURS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
C. W. Babcock,	Wm. Steven,
Emile Meunier,	Joseph Dreyfous,
J. A. White,	J. B. Lefèvre,
W. P. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Reilly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

Mme LA BLANCHE.

LA clairvoyante la plus extraordinaire du monde, peut être consultée à sa résidence,

Rue Bienville, No 160.

Elle est, sans contredit, la seule clairvoyante naturelle dans ce moment connue. Personne ne devrait négliger d'aller se consulter auprès de l'éminente Somnambule Mme La Blanche qui a été dans tous ses essais de prédiction ... [illegible]

Mme La Blanche

a gradué dans ces différentes branches de l'anatomie, l'obstétrique, et a fait une étude des maladies sexuelles ... [illegible]

Ses consultations ont été ... Mme La Blanche peut être consultée tous les jours, de 8 heures du matin à 8 heures du soir.

Rendez-vous au cabinet et la salle de réception est au No 160 de la rue Bienville, entre les rues Bourbon et Dauphine, à deux îlots au dessous de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans. 12 juin—2m p.s.

Compagnie d'Assurance Mutuelle MERCHANTS' ... [illegible]

... [illegible]

Total des primes		$1,794,554 23
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1865	$231,315	
Primes remboursées	[illegible]	[illegible]
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,[illegible]
Taxes	[illegible]	
Réassurances, Profits et Pertes	175,[illegible]	
Remboursés, 10 et 15 pour 100	79,[illegible]	$1,[illegible]
Intérêts, moins dépenses		[illegible]
Bénéfice net		$[illegible]
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,[illegible]
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 p/c		[illegible]
Montant des primes participant aux profits		[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$[illegible]
Propriétés foncières	[illegible]
Billets garantis par hypothèques	[illegible]
Billets garantis par nantissements	[illegible]
Actions de Banques	[illegible]
Primes en voie de perception	[illegible]
Billets à recevoir	[illegible]
Scrip d'autres Compagnies mutuelles	[illegible]
Bons de l'Etat de la Louisiane	[illegible]
Actions de la Presse "Levee Steam"	[illegible]
Actions du Dry Dock Valette	[illegible]
Actions de la Compagnie du Gaz	[illegible]
Bons de la ville	[illegible]
	$1,[illegible]
En moins:	
Intérêts dûs et non réclamés	$[illegible]
Intérêts à payer en juillet	[illegible]
Scrip de 1856 payable en juillet	$[illegible]
Primes non échues le 31 mai 1866	[illegible]
Actif net	$1,[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Qu'on se souvienne que le cinq juin 1866, pardevant moi, soussigné, juge de paix dans et pour la dite paroisse, ont comparu, John Pemberton, président, et Paul Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, lesquels, ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président

P. FOURCHY, Secrétaire

Assermenté et signé devant moi, le 5 juin 1866.

PAUL W. COLLENS,

Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de payer, le second lundi de juillet prochain, la BALANCE DUE SUR L'EMISSION DE SCRIP DE L'ANNEE 1856 et six pour cent d'intérêt, ou billets courants sur tous les scrips émis par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Depassau,
Pierre Poeta,	David McCoard,
Chs. Sagory,	P. Maspero,
S. Z. Relf,	J. Morgan Hill,
J. J. Fernandez,	L. F. Generes,
M. Puig.	6juin—30f

Compagnie d'Assurance de L'UNION
DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Neuvième état annuel de la Compagnie d'Assurance de l'Union, publié ainsi que l'exigent la loi et sa charte.

... [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: ... [illegible]

Le susdit tableau est une copie exacte, tirée des livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président.

M. CHAMBON, secrétaire.

Etat de la Louisiane,
Paroisse d'Orléans—Ville de la Nlle Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 9 mai 1866.

S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré, au moyen des actionnaires, un dividende de cinq piastres et 25 cents par action.

Il a été en outre résolu de payer SIX pour cent d'intérêt, sur les certificats non payés de scrip, aux porteurs ... à partir du Lundi, 19 du courant.

La Compagnie continue d'assurer contre les pertes des risques de rivière, de mer et contre les pertes ou avaries causées par l'incendie, et les bateaux à vapeur, le fret, l'or et l'argent, aux conditions les plus favorables ... [illegible]

DIRECTEURS:

J. H. Bazer,	E. T. Génère,
A. Chiapella,	P. O. Soldo,
F. Duvrins,	W. B. Gibbs,
C Keda,	J. J. Fernandez,
J. A. Marquez,	A. Costa,
Jno J. Adams,	J. Loeschen,
Vr Burtin,	C. Baudon,
	E. Soley.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.
BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL
Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$[illegible]	
Sur les risques de mer	[illegible]	
Sur les risques de rivière	[illegible]	
Risques non expirés le 31 décembre 1864	[illegible]	[illegible]
A déduire: Risques non expirés le 31 décembre 1865	[illegible]	
Primes remboursées le 31 décembre 1865	[illegible]	[illegible]
Montant net des primes le 31 décembre 1865		$[illegible]
Pertes payées dans la même période, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$24,749 66	
Sur les risques de mer	75,267 33	
Sur les risques de rivière	[illegible]	
A déduire: Réassurances	[illegible]	
Escompte de quinze pour cent	[illegible]	
Dépenses, taxes, etc., escompte en moins, et intérêt	[illegible]	
Profits et pertes, etc.	[illegible]	
Perte sur l'actif	[illegible]	[illegible]
Balance		$[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat	$[illegible]
Placés en actions de Banque et du Gaz	[illegible]
Prêts garantis	[illegible]
Effets pour primes	[illegible]
Primes dues et en voie de perception	[illegible]
Scrip de Compagnies d'Assurances	[illegible]
Bâtisse et autres propriétés	[illegible]
En caisse	[illegible]
Total de l'actif	$1,[illegible]

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nelle-Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866.

SAMUEL MEYERS,

Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.

JOHN G. GAINES, Vice-Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.

John G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
John C. Bickl,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	E. Bayne,
J. H. Stauffer,	J. S. Bree,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Sorrell.

19 janv—[illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,
Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIÈME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866		$[illegible]
Savoir—primes d'incendie	$[illegible]	
de marine	[illegible]	
de rivières	[illegible]	
En moins, primes remboursées des primes non expirées	[illegible]	$[illegible]
Montant net des primes		$[illegible]
PERTES PAYÉES.		
Pertes par l'incendie	$[illegible]	
Pertes sur mer	[illegible]	
Pertes sur les rivières	[illegible]	
Réassurances	[illegible]	
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	[illegible]	[illegible]
Bénéfice net		$[illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Placé en propriétés foncières	$[illegible]	
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	[illegible]	
Placé en bons de la ville et autres	[illegible]	
Placé en actions de banques	[illegible]	
Placé en scrip de compagnies d'assurance	[illegible]	
Prêts garantis	[illegible]	
Billets	[illegible]	
Primes en voie de perception	[illegible]	
En caisse	[illegible]	$[illegible]

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 1er mars 1866.

EDMOND MEUNIER,

Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net participant des primes pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1860 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tout les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs desdits certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Aut. Carrière,	Henry J. Voss,
George A. Fosdick,	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
George W. Hynson,	Henry R. Bryan

L. Wuldridge.

... [illegible]

PRIVATE REMEDIES.

MR. E. GAUDOS, Druggist, from Paris, informs his customers ... [illegible]

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhœa and Gleet. For sale by E. GAUDOS. ... [illegible]

INSURANCES.

Merchants' Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.
TWENTIETH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On River Risks	471,133 92	
On Marine Risks	[illegible]	
Total premiums		$1,794,554 23
Less premiums unearned on 31st May, 1866		[illegible]
Return premiums		[illegible]
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,[illegible]
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On River Risks	[illegible]	
On Marine Risks	[illegible]	
Total losses	$[illegible]	
Taxes	39,364 17	
Reinsurance and profit loss	175,[illegible]	
10 and 15 per cent return	79,[illegible]	$1,[illegible]
Add Interest, less expenses		[illegible]
Net Profit		$[illegible]
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,346,[illegible]
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned		[illegible]
Amount participating in profit		$[illegible]

The Company have the following assets:

Cash on hand	$[illegible]
Real Estate	147,681 20
City Bonds	[illegible]
Gas Light Stock	[illegible]
Notes secured by mortgage	[illegible]
Notes secured by pledge	[illegible]
Bank Stocks	[illegible]
Bills receivable	[illegible]
Premiums in course of collection	[illegible]
Scrips of Mutual Companies	[illegible]
Louisiana State Bonds	[illegible]
Stock Levee steam Cotton Press	[illegible]
Stock Vallette Dry Dock Company	[illegible]
	$1,[illegible]
Less—Unclaimed interest due on scrips	$[illegible]
Interest payable in July next on all outstanding scrips	[illegible]
Scrip of 1856 redeemable in July next	[illegible]
Unearned premiums on 31st May, 1866	[illegible]
Net assets	$1,[illegible]

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is a just, true, and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent. on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issue of 1856, and six per cent. interest in common currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

Ed. Depassau,	John Pemberton,	David McCoard,
P. Maspero,	Pierre Poeta,	S. Z. Relf,
L. F. Generes,	M. Puig,	J. J. Fernandez,
	J. Morgan Hill,	Chas. Sagory.

Sun Mutual Insurance Company.
OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.
New Orleans, 31 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT
FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	65,[illegible]	
On River Risks	267,[illegible]	$[illegible]
Unterminated Risks, December 31, 1864	[illegible]	
Unterminated Risks, December 31, 1865	[illegible]	
Return Premiums Dec. 31, 1865	[illegible]	[illegible]
Net Earned Premiums December 31, 1865		$[illegible]
Losses paid during the same period, viz:		
On Fire Risks	$24,749 66	
On Marine Risks	75,262 33	
On River Risks	[illegible]	$[illegible]
Add Reinsurance	[illegible]	
Fifteen per cent. Discount	76,144 16	
Expenses, Taxes, etc., less Discount and Interest	31,138 14	
Profit and Loss, etc., Loss on Assets	[illegible]	[illegible]
Balance		$[illegible]

The Company have the following assets, viz:

Invested in City and State Bonds	$[illegible]
Invested in Bank and Gas Stocks	[illegible]
Loans on Pledge	[illegible]
Bills receivable for Premiums	[illegible]
Premiums Due in course of Collection	[illegible]
Scrip of Mutual Insurance Companies	[illegible]
Building and Real Estate	[illegible]
Cash in Bank	[illegible]
Total amount of assets	$1,[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 17th day of January, 1866.

SAMUEL MYERS,

Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrips will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.

JNO G. GAINES, Vice-President.

JAMES EDWARDS, Secretary.

—DIRECTORS—

Jno. G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
Jno. C. Bickl,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	S. Bayne,
J. H. Stauffer,	J. S. Bree,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Sorrell.

Jan19 daily

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.
OFFICE, No. 3 CARONDELET STREET.
New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865		$[illegible]
To wit:		
Fire Premiums	$[illegible]	
Marine Premiums	[illegible]	
River Premiums	[illegible]	
Less Unterminated Premiums	[illegible]	
Returned Premiums	1,270 80	[illegible]
Earned Premiums		$[illegible]
Losses paid, viz:		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	31,116 17	
On River Risks	16,726 72	
Reinsurance	[illegible]	
Fifteen Per Cent Returns	[illegible]	
United States, State and City Taxes and Licenses	[illegible]	
Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip less Discount and Interest	[illegible]	[illegible]
Net Earned Participating Premiums		$[illegible]
The Company have the following Assets, viz:		
Due for Premiums in course of collection	$[illegible]	
Bills Receivable for Premiums	[illegible]	
Invested in Railroad Stocks	[illegible]	
Invested in Bank Stocks	[illegible]	
Invested in Scrips of Mutual Insurance Companies	[illegible]	
Loans on Pledge	[illegible]	
Loans on Mortgage	[illegible]	
Cash on hand	[illegible]	[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 18th day of December, 1865.

SAMUEL MEYERS,

Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866; and have further declared a Scrip Dividend of Twenty-five Per Cent. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES.

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny,
A. H. D'Meza,	John Gauche,	Omer Gaillard,
A. Miltenberger,	J. A. Stoess,	T. Avendano,
A. Bédault,	A. Marquez,	Jas. A. White,
	A. Verlot De Grey.	dec17 tf

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.
SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864		$74,770
Premiums received during the year ending 31st December, 1865.		
On Fire Risks	$130,125 77	
On Marine Risks	38,125 05	
On River Risks	67,682 41	$201,641 73
Total Premiums		$276,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec. 1865	$92,304 60	
Return Premiums	3,384 67	[illegible]
Net earned Premiums		$279,[illegible]
Losses:		
On Fire Risks	$54,429 60	
On Marine Risks	29,624 65	
On River Risks	31,744 19	
	$128,799 13	
Taxes	15,170 12	
Reinsurance	3,838 60	
General Expenses, less interest	15,671 77	
Interest on Scrips	21,[illegible]	186,[illegible]
Net Profit		$[illegible]
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Premiums	$4,[illegible]	
Notes secured by Pledge and Mortgage	112,540 [illegible]	
Due for Premiums in course of collection	73,075 71	
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,000 00	
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies	100,000 00	
Real Estate	25,314 45	
Cash on hands	77,[illegible]	$[illegible]
Less: Unclaimed Interest on Scrips	4,[illegible]	
Interest payable on outstanding Scrips	21,[illegible]	
Claims unsettled	15,[illegible]	41,[illegible]
		$[illegible]

STATE OF LOUISIANA,
Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January, 1866.

F. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent., on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due, on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
C. W. Babcock,	Wm. Steven,
Emile Meunier,	Joseph Dreyfous,
J. A. White,	J. B. Lefèvre,
W. P. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Reilly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

jan10 30d

Sugar Boiler and Filterman.

WANTED.—A Sugar Boiler and Filterman. Persons thoroughly understanding the business will be paid good wages. Apply by letter addressed Box 2,400 Post office, New Orleans. jun13 6t

Removal.

L. E. FOTHIER has removed his office from No. 72 Bienville street to No. 111 Gravier street.

Persons indebted to the late firm of Fothier & Pun... are requested to call at his office 111 Gravier street between Camp and Magazine streets. ... [illegible]

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

In the matter of John de ... vs. Edward de ... and Victor Marie Pessou, through his tutor, Victor Pessou—No. 26,867 of the Docket of the Second District Court.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, June 30th, 1866, at 12 o'clock, m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated May 28th, 1866, the following described property belonging to said succession:

A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, etc., designated by the No. 2 on a sketch appended to the testament of Carmelite Cora, made before C. V. Foulon, notary public, on the 27th June, 1861; which lot of ground is comprised in the square bounded by Bayou Road, Esplanade, Marais and Villere streets, and measures 30 feet front on Villere street, the same direction on the oblique line in the rear, by 104 feet 11 inches and 7 lines in depth on the line nearest Esplanade street, and with all the depth that it may have on the other line which is about 95 feet 4 inches and 4 lines on the line towards Bayou Road, as more fully described by the said will, the figurative sketch appended to it, and by the plan of said property made by P. N. Judice, surveyor, on the 7th of April, 1866.

The buildings and improvements on said lot consist of a very comfortable two-story frame house with balcony and marquise (No. 296,) containing on the lower floor a hall, two parlors with sliding doors, dining room, vestibule and cellar; in the second story, three bed rooms and one cabinet. Also, a three-story frame back building containing three rooms, with gallery, wash house in yard, stable for 3 horses, front rooms, water works, cisterns, and portion of yard paved with bricks.

Terms—One-third cash, and the balance in two equal installments on a credit of 12 and 18 months from the day of adjudication in notes of the purchaser, divided into coupons, drawn to the order of and endorsed by said purchaser, bearing interest at the rate of six per cent. per annum from date to maturity and eight per cent. per annum thereafter until final payment as a penal clause only, said notes to be secured by mortgage and vendor's lien; the purchaser to keep the buildings insured for their full value and transfer the policy of insurance to the vendor as further security. In case the notes are not paid at maturity and it becomes necessary to institute judicial proceedings for the recovery of the same, the purchaser will be required to pay five per cent. attorney's commissions on the amount sued for.

Act of sale before ... notary public at the expense of the purchaser, who will be required to pay the U. S. Internal Revenue stamps to be affixed to said act. my29 jn5 12 19 26 30

Fine Building Lot on Derbigny Street, between St. Philip and Dumaine streets.

Succession of Mrs. H. D. Cochrane—No. 20,372.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.

Office No. 42 Royal street.

TUESDAY, July 17th 1866, at 12 o'clock, m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated June 13th, 1866, (Court Docket No. ...) the following described property belonging to said succession, viz:

A LOT OF GROUND, situated in the Second District of this city, in square bounded by Dumaine, St. Philip, Derbigny and Roman streets, measuring 31 feet 7 inches front on Derbigny street, by 109 feet 4 inches in depth and 31 feet 7 inches in width on the rear line.

The whole according to plans.

Terms—One half Cash, and the balance on a credit of one year, in notes of the purchaser, secured by special mortgage on the property sold, and bearing interest at the rate of six per cent. per annum from date until maturity, and eight per cent. after maturity until final payment, the said notes to be divided in coupons to suit the vendor or interested party; the internal revenue stamps to be paid by the purchaser.

Act of sale before Amedée Ducatel, notary public, at the expense of the purchaser. je 16 30 jy 7 14 17.

J. N. MENRIQUES'S SALES.

BY J. N. MENRIQUES, Auctioneer.

Office—Common street, near Basin street.

WILL be sold on SATURDAY, the 21st day of July, 1866, at the hour of 12 o'clock, m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, on Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second Judicial District Court for the Parish of St. Bernard, dated June 14th, 1866, the following property, belonging to the succession of the late Baker Woodruff, deceased, to wit:—

A TRACT OF LAND situated on Bayou Gon... or Chene, in the parish of St. Martin, in township ... of range ten east, and township eleven of range ten east, of the Southwestern District, as per map on file in the State Land Office, at New Orleans, of Swamp and Overflowed Lands, said tract of land containing seven hundred and twenty-one 17-100 acres bounded north by public lands, south by land of Sawyer, east by public lands, and west by lands of the estate of Lahey and of Sawyer.

A certain claim for about SEVEN HUNDRED AND TWENTY ACRES OF LAND, more or less, situate, lying and being in Yazoo county, State of Mississippi, on Bayou Wallace, being near the lands of ... which lands have been sold for taxes by the State authorities.

Terms—Cash, in United States Treasury Notes.

je 20 27 jy 4 11 18 21

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 15th day of May 1866 judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 16,156—Mrs. Jeanne Florence Vetrano, wife of Pierre Lecode, versus her Husband—Judgment entered May 15th, 1866.—In this case the Court having duly considered the pleadings and evidence and being satisfied that the law and evidence are in favor of the plaintiff's demand, it is adjudged and decreed that there be judgment in favor of plaintiff, Jeanne Florence Vetrano and against the defendant Pierre Lecode, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains heretofore existing between them, and that the plaintiff have leave to renounce said community, and that she do have and recover of her defendant, her said husband the sum of three thousand ... hundred and eighty-five dollars, and the further amount of five hundred dollars, with the privilege accorded by law to married women, and that defendant pay the costs of suit.

Judgment signed May 24th, 1866.

G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court at the City of New Orleans, on this 24th day of May in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Deputy

may31 jn7 14 and 21d

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 28th day of May 1866 judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 21,571—Lidy M. Jacobs, wife of James K. Benjamin vs. her Husband—On motion of Rosalius & Phillips, of counsel for plaintiff and on producing to the Court due proof of plaintiff's demand, it is ordered and adjudged that the judgment by default entered herein on the 24th instant, be now confirmed and made final; and that Plaintiff, Mrs. Lidy Mahaia Jacobs, wife of James Kishborn Benjamin, be decreed as ... against said James Kishborn Benjamin decreeing a separation of property between said parties and dissolution of the community ... costs.

Judgment May 28th, 1866. Signed June 24, 1866.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 24th day of June in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. S. CHALON, Deputy Clerk.

je 5 12 19 26 jy 3

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 6th day of June, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 16,[illegible]—Mrs. Annie F. Guay, wife of J. T. Hayden vs. her Husband—But the case is assigned in the written evidence of the Court ... and finding for plaintiff, it is adjudged and decreed that the plaintiff Mrs. Annie F. Guay have judgment against the defendant John T. Hayden, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains now existing between them, and that the plaintiff do have and recover of her said husband the sum of twenty-one thousand nine hundred and sixty-two dollars and ... cents, with ... per cent. interest from judicial demand and ... until paid. And that she have the legal mortgage as recognized ... defendant to pay the costs of suit.

Judgment signed June 6th, 1866.

J. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court at the City of New Orleans, on this 26th day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

je21 jy3 6 F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

Mary J. Black vs her Husband

STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT Court of New Orleans, No. 15,347—On motion of ... and Walker, of counsel for the plaintiff, and upon filing the answers of the defendant to the interrogatories propounded to him ... It is adjudged and decreed that the judgment by default heretofore taken herein against the defendant Robert F. Black, be now confirmed and made final, and the Court having considered the pleadings, the law and the evidence produced herein, it is now further ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff, decreeing a dissolution of the community of acquets and gains heretofore existing between the plaintiff and her husband Robert F. Black and that plaintiff be decreed to the control of her paraphernal property. It is further ordered that the plaintiff recover judgment against her husband ... the property described in the petition; together with all the buildings and improvements thereon, being numbers three and four of square No. seventy-one, bounded by Magazine, Camp, First and Second streets, which said lots adjoin each other and measure thirty-one feet seven inches and four lines front on Magazine street, by one hundred and twenty eight feet three inches in depth, between parallel lines. It is further ordered that the plaintiff recover judgment against her said husband, Robert F. Black, for the sum of fifteen hundred dollars, with legal interest upon the same from the date of this judgment, with mortgage as is provided by law, and it is further ordered that the defendant pay the costs of suit.

Judgment rendered 8th May, 1866. Signed 12th May, 1866.

[Signed] CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on the 26th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and in the ninetieth year of the Independence of the United States.

[Signed] F. A. LUMINAIS,

my29 je12 27 Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 24th day of May, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—No. 21,549—Elmire Marie Gosselin, wife of A. B. Charpantier, versus her Husband.—On motion of Roselius and Philips, of counsel for the Plaintiff, and upon producing to the Court due proof of her demand: It is ordered and adjudged that the Judgment by Default, entered herein on the 21st instant, be now confirmed and made final, and that Plaintiff, Mrs. Elmire Marie Gosselin, wife of A. B. Charpantier, recover of the Defendant, A. B. Charpantier her husband, the sum of Eight Thousand Four Hundred and Ninety-Nine 35-100 Dollars, as her paraphernal property, with mortgage and privilege according to law on defendant's property; and it is further ordered and decreed, that judgment of separation of property and a dissolution of the community of acquets and gains, be, and the same is hereby rendered, in favor of the Plaintiff and against Defendant with all costs.

Judgment rendered May 24th, 1866; Signed May 28th 1866.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 30th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

je1 8 15 22 29

THE STATE OF LOUISIANA, FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 24th day of May 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:—

No. 15,334—Eliza B. Walker vs her Husband.—On motion of William S. Stansbury, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof of the claim of said plaintiff: It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 16th May, 1866, be now confirmed and that there be judgment in favor of Mrs. Eliza Baker Walker, wife of Samuel R. Walker; that the community of acquets and gains heretofore existing between them be, and the same is hereby dissolved: that the said Mrs. Eliza Baker Walker, plaintiff, be restored to the control and management of her paraphernal property; and that she recover of the defendant, Samuel R. Walker her Husband, the sum of ninety-seven thousand seven hundred and thirty-four 45-100 dollars, with legal interest thereon from date till paid and costs of suit.

Judgment rendered 24th May, 1866; Signed 31st May, 1866.

(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 4th day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

je5 LOUIS POWER, Clerk.

PHOTOGRAPHS.
61 CAMP STREET......61 CAMP STREET.
PRICES REDUCED.

THE undersigned respectfully begs leave to mention to his old patrons and the public, that the quality of the light at this season of the year enables us to turn out very superior pictures. We are working two lights by the best operators in the city, and with his own personal attention he defies competition in all styles of pictures, especially in family groups and children's pictures. We are prepared to execute orders for all styles of paintings. Copies or from life in the most beautiful, perfect and artistic manner, having the best artists and colorists in the country. We would call especial attention to the beautifully colored porcelaine pictures, which we not surpassed by the finest miniatures on ivory.

Please call and see specimens of our work before trying elsewhere.

my18 1m S. ANDERSON, 61 Camp street, N. O.

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO.,

Importers, 19 Chartres street.

Notice to Planters.

IN addition to our stock of Dry Goods, Boots, Shoes and Hats, we keep constantly on hand a large assortment of

Plantation Clothing,

of our own manufacture in this city, which is offered at very low prices.

WALLACE & CO.,

Slocomb Buildings, 74 Canal street, and 61, 63 & 65 Common st., adj. City Hotel.

my16 1m

AUCTION SALES.

RENE BEAUREGARD'S SALES.

Succession of ... Rose Wagner.—No. 17,9..

Improved Real Estate in the Second District, BY RENE BEAUREGARD, Auctioneer.

Office, No. 51 Chartres street.

WEDNESDAY, 27th June, 1866, at 12 o'clock, m., will be sold at the Merchants and Auctioneers' Exchange, on Royal street, between Customhouse and Canal streets, by virtue of an order of sale, from the Honorable J. W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans, bearing date May 21st, 1866, the following properties belonging to said succession:

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with the buildings and improvements thereon, situated in the Faubourg Treme, Second District of this city, designated by the Number One, of square No. Seventy five, comprised between Claiborne, St. Ann, Derbigny and Dumaine streets; said lot forming the corner of Derbigny and Dumaine streets and measures, in American measure, thirty-one feet eleven inches and five lines front on Dumaine street, by ninety-four feet two inches and two lines in depth, between parallel lines, said premises consisting in a brick house, slate-roof, having four rooms, attic, gallery, cabinets, &c.

TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, together with the buildings and improvements thereon, situate in the rear of this city, on the east side of Bayou St. John, designated by the Nos. Seven and Eight, on a plan drawn by Charles Zimpel, dated 29th April, 1833, and annexed to an act of sale dated 14th April, 1835, passed before Louis Feraud, then a notary public in this city. Lot No. Seven measures thirty feet front on the Bayou Road by two hundred feet in depth; and lot No. Eight measures about twenty-nine feet, two inches and four lines front on said Bayou Road by two hundred feet in depth, which property was acquired by the deceased from Jean Vigneaud, as per act passed before Joseph Cuvillier, notary public in this city, on the 18th of April, 1849.

The premises consisting in a house having four rooms, two cabinets, dining room, and is are No. 90 on Bayou Road street between Claiborne and Derbigny.

Terms—Cash, in United States currency.

Act of sale before Joseph Cuvillier, notary public, at the expense of purchasers, including revenue stamps.

may8 je9 15 20 27

ALF. BOULIGNY'S SALES.

Succession of Mrs. M. E. Montreuil, Deceased Wife of L. Millaudon.

Vacant Lots in the Town of Carrollton.

BY ALFRED BOULIGNY, Auctioneer,

Office—No. 20 Carondelet street.

THURSDAY, 28th of June, 1866, at 12 o'clock, M., will be sold at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of and in pursuance of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated November 28th, 1865, the following lots of ground belonging to said succession, situated in Carrollton:

1. TWENTY-FIVE LOTS in square 1, bounded by Lower Line, Public Road, Levee and Genera. Scott streets and designated as Number 1 to 25, inclusive.

2. SEVEN LOTS in square 3, bounded by Public Road, General Scott, Levee and Millaudon streets, and designated as Number 1 to 7 inclusive.

3. TEN LOTS in square 4, bounded by Clinton, Public Road, Millaudon and Levee streets, and designated as Number 1 to 10, inclusive.

The three above squares of ground are sold with the privilege of batture.

4. SEVENTEEN LOTS in square 5, bounded by Levee, Lower Line, General Scott and Oliver streets and designated as Number 7 to 22, inclusive, and Number ...

5. SEVEN LOTS in square 6 bounded by Levee, General Scott Oliver and Millaudon streets, and designated as Number 1 to 7 inclusive.

6. SIXTEEN LOTS in square 8, bounded by Wall, Millaudon, Clinton and Levee streets, and designated as Number 1 to 16, inclusive.

7. TEN LOTS in square 12, bounded by Wall, Clinton, Millaudon and Esther streets, and designated as Number 11 to 20, inclusive.

8. EIGHTEEN LOTS in square 13, bounded by Esther, Wall, Millaudon and General Scott streets, and designated as Number 1 to 18, inclusive.

9. FIFTEEN LOTS in square 14, bounded by Wall, Esther, Genera. Scott and Lower line streets, and designated as Number 1 to 15, inclusive.

10. THIRTEEN LOTS in square 15, bounded by Esther, Ann, Lower line and Millaudon streets, and designated as Number 13 to 25 inclusive.

11. TWENTY LOTS in square 16, bounded by Ann, Esther, Clinton and Millaudon streets and designated as Number 1 to 20, inclusive.

The whole as per plan, which shall be exhibited one week previous to the sale at the Merchants and Auctioneers Exchange.

Terms and Conditions—One-half cash, in U. S. Treasury notes, and the balance on a credit of twelve months, in notes of the purchasers to their own order, payable at the Canal Bank in the City of New Orleans, bearing 6 per cent. interest from their date to maturity, and 8 per cent. from maturity to final payment, with special mortgage on the property sold. The purchasers will have the right to pay cash the whole of the price of adjudication.

Acts of sale before Selim Magner notary public, at the expense of the purchasers, including the U. S. Internal Revenue stamps. my27 je5 25 28

V. GERODIAS & CO.'S SALES.

Succession of Dominique Gorman—No. 26,799.

BY V. GERODIAS & CO.,

J. B. CROZAT, Auctioneer.

Office—Corner Exchange Alley and Conti streets.

WILL be sold on THURSDAY, July ..., 1866, at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order of sale from the Honorable John W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans dated May 29th, 1866, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situate in the Third District of this city, in square No. 21 bounded by Urquhart, Good Children, Elysian Fields and Marigny streets, and designated by No. 17 ... on a plan ... No. 17 ... feet front on Marigny street, ... feet in depth ...

Terms: Cash in U. S. Treasury ... Act of sale before W. J. ... notary public, at the expense of the purchaser, comprising the stamp ... required by the Internal Revenue law ... je 21 27 jy 3

S. GUINAULT'S SALES.

Pascal Lamarque vs Andre Bordenave.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.

Office—corner Bienville street and Exchange Alley

MONDAY, 25th June ... at 12 o'clock, A. M., at the corner of ... and Tchoupitoulas streets, near the Dry Dock ... by virtue of a ... Sixth District Court of New Orleans ... the ... Pascal Lamarque vs Andre Bordenave ...

SIX MILCH COWS ... with ... calves.

Terms—Cash ... Treasury notes ... je 11 18 25

LEGAL NOTICES.

Succession of Mary E. Krauze, wife of G. H. W. Lehde.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 25,393—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

je25 jy 5

Succession of Jean Lerethé

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 2...7—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the executor of this estate should not be homologated and approved and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

je12 jy 2 A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

State of Louisiana.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—The State of Louisiana. To all whom these presents shall come—Greeting:

Whereas, Edward William Huntington, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the third day of October a. D. 1855, for a monition or advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceedings," approved the 10th day of March, 1834.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein, are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana and of the said Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in the time and manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the parish aforesaid, on the third day of September, a. d. 1855, by virtue of a decree of this Court, rendered on the 19th day of April a. d. 1855, in a suit entitled Mary M. Dicket vs H... & ... No. 11,37... of the Docket of the said Court at which sale the said Edward William Huntington became the purchaser for the price of $...

Description of property as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, with the three-story brick store No. 7 now No. 5... Gravier street, erected thereon, and all the rights, privileges, servitudes and appurtenances thereunto belonging, situated in the First District of this city in the square bounded by Gravier, New Levee, Tchoupitoulas and Poydras streets, and measuring about thirty feet two and a half inches front on Gravier street, by fifty-six feet one and a half inch in depth.

Clerk's office, this 12th June, 1866.

je14 22 jy 10 21 F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come—Greeting:

Whereas, Mistress Anna C. Scott, widow by first marriage of William Long and by second marriage Widow of Bernard Maghoe, having purchased at a sale made by J. A. Beard, Auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale executed before H. Raremde, notary public, on the 21st May 1858, was recorded on the twenty-first day of May a. d. 1858, for a monition or Advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Auctioneer aforesaid, on the Third day of May, A. D. 1858, by virtue of a decree of this Court, rendered on the 10th day of September A. D. 1855, in the matter of the Succession of Bernard Maghoe, No. ... of the Docket of this Court, at which sale the said Mrs. Anna C. Scott, now widow of Bernard Maghoe, became the purchaser for the price of $12,400.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with the three-story brick store thereon, rights privileges and appurtenances thereunto belonging, situate in the First District of this city, in the square bounded by Gravier, Poydras, Fulton and Front streets, and designated by the No. 8, on a plan duly certified by H. Grant, surveyor, under date of the 12th January, 1852, and deposited in the office of H. B. Cenas, notary public; said lot measures twenty-three feet two inches and five lines front on Fulton street, twenty-one feet three inches front on Front street, by one hundred and eighteen feet ten inches and three lines in depth on the line dividing it from lot No. 7, and one hundred and eighteen feet two inches and five lines in depth on the line dividing it from lot No. 9, all American measure.

Being the same property purchased by the said B. Maghoe from the City of New Orleans, by an act passed before said Cenas, notary, on the 31st March, 1853.

New Orleans, May 21st, 1866.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

my22 je ... jn30d

CONSTABLE'S SALES.

Widow Cournet & Son, Jean Olliee, Agent, vs. Oscar Warney.

FOURTH JUSTICE'S COURT, PARISH OF ORLEANS, No. 24,9.. By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustus Visrant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, on SATURDAY, the twenty-third day of June, 1866, at 12 o'clock, M., in front of my office, No. 7 Frenchmen street, the following described property, to wit—

(2) Two BEDSTEADS,

(2) Two WASHSTANDS,

(1) One BUREAU with Looking Glass, and

(1) One LOOKING GLASS.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

je16 18 23 A. D. FORTIER, Constable.

F. Ange vs. Capt. Rogers and Owners Brig Derby.

THIRD JUSTICE COURT OF NEW ORLEANS, No. 18.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Paul W. Collens, Judge of said Court, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at ALGIERS, opposite the wharf of the Opelousas Rail Road, on MONDAY, the 9th day of July, 1866, at 10 a. m.—

The Brig DERBY, her tackle, apparel, &c.

Seized in the above suit.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

je15 jy9 ARTHUR LANGE, Constable.

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in the Industrial Exhibition, can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES,

Secretary and Treas.

I. N. MARKS, President.

C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

my16 3tawtNov

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 69 Camp street, corner Old Levee ... [illegible]

... W. GRIMES, Secretary.

CHARTER
OF THE
Atlantic Insurance Company
OF NEW ORLEANS.

STATE OF LOUISIANA,
City of New Orleans.

BE IT KNOWN that this Twenty-sixth day of April, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, before me, Edward Barnett, a notary public in and for the City and Parish of New Orleans, duly commissioned and sworn, personally came and appeared the parties whose names are hereunto subscribed, who declared that availing themselves of the provisions of the statutes of this State relative to the organization of corporations in this State, they have covenanted and agreed, and do by these presents covenant, agree and bind themselves to form themselves into and constitute a corporation for the objects and purposes and under the stipulations and regulations following, viz:

FIRST.

The name and title of said corporation shall be the ATLANTIC INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, and its domicile is hereby established in the city of New Orleans. It shall commence its business as soon as the whole amount of its capital stock shall have been subscribed for, and it shall exist for twenty-five years from the date hereof. It shall have a corporate seal, having for a device the coat of arms of the State of Louisiana, and for an inscription the name of the Company and the date of this act.

SECOND.

The objects and purposes of the Company are hereby declared to be:

1st. To make insurance upon Dwelling Houses, Stores, Cotton Presses and every other description of Buildings, Household Furniture, Goods, Wares, Merchandise, Machinery and other property, against loss or damage by fire.

2d. To make insurance upon ships and other sea vessels, Steamboats and other vessels, Freight, Goods, Bills of Exchange and other evidences of Debt, Commissions, Profits, Bullion or Money and against all Marine or Inland Transportation risks, Bottomry and Respondentia Interests, and upon Lives and other hazards, and accidents, making in general, fire, river life and accidents, and other insurance, with the privilege of exercising all or either of said purposes.

The Company may cause itself to be insured against any risk upon which it shall have made insurance; and all citations, notices and other legal process, wherein the Company may be interested, shall be served on the President, to be appointed in the manner hereinafter provided for.

THIRD.

The capital stock of said Company shall be three hundred and seventy-five thousand dollars divided into three thousand seven hundred and fifty shares of one hundred dollars each, to be paid for at the time and in the manner following, to wit:

The subscribers to the said stock shall pay into the hands of the President, upon the organization of the Company for business, the sum of Twenty Dollars in cash on each and every share subscribed by them, and furnish their notes, to the order of the Company for the remaining eighty dollars, payable on demand at the office of said Company, at such times and in such manner as the Board of Directors may determine, provided that the same shall be made by installments of not more than twenty dollars on each share, at such periods as may be determined by the said Directors, and thirty days notice in the French and English languages in two newspapers published daily in the city of New Orleans shall be given of payment or payments to be made, which capital stock of Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars may be increased to One Million Five Hundred Thousand Dollars as hereinafter provided for.

FOURTH.

All the corporate powers of said Company shall be exercised by a Board of Directors composed of nineteen stockholders to be elected on the first Monday in January of each year, at the office of the Company. Notices of such election shall be given and continued for ten days immediately preceding said election in the French and English languages as above provided for.

The Board shall appoint three stockholders inspectors to preside at such elections, and if any of said inspectors decline or fail to attend, the President shall appoint others to act in their stead. The Board thus elected shall take their seats on the first Monday of the month of January in each year and to hold the same for one year thereafter or until their successors are elected and qualified.

FIFTH.

The first Board of Directors shall consist of the following stockholders, who shall remain in office until the first Monday in January, 1867, or until their successors are elected and qualified, viz:

J. A. Mattison,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Manson,	N. H. Thomas,
A. D. McGinnis,	W. P. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slaybeck,

B. L. Mann.

SIXTH.

In all elections the vote shall be by ballot, and those stockholders receiving the plurality of votes of the stockholders present, shall be considered duly elected; and in the event of no election taking place on the day aforesaid, the President shall order another election to take place within ten days thereafter, and give notice of the same as aforesaid.

SEVENTH.

Each stockholder shall be entitled either in person or by proxy to vote for each and every share which he, she or they may respectively hold, provided that no individual, corporation or company shall vote on any stock transferred to him or them within ninety days prior to said election.

EIGHTH.

Each and every holder of scrip shall be entitled to vote at all elections of Directors, provided said vote be given to stockholders of the Company, and be entitled to one vote for each and every hundred dollars of scrip provided that no individual corporation or Company shall be entitled to a greater number of votes than five, and be private shall vote on any scrip transferred to him within six months prior to such election.

NINTH.

In the yearly dividends to be declared by said Company the insured shall participate to the extent of the premiums paid by them during the year and the stockholders to the extent of the capital stock held by them.

TENTH.

The insured who shall claim and receive a return of twenty-five per cent of their premiums, shall forfeit to the other insured and stockholders all their rights in the profits of the Company.

ELEVENTH.

The insured shall be entitled for their share in the dividends to receive a certificate of profits bearing six per cent interest, which certificate shall be signed by the President and Secretary and shall contain the clause that should the losses of the Company in any one year exceed the premiums and consume the reserved fund and the whole of the capital paid in, or any portion thereof, said certificate shall be reduced so as to make good the deficiency.

TWELFTH.

No certificate shall be issued for the fractional part of tens between even tens of dollars, nor for any sum less than ten dollars, but all such fractional parts of tens and all such sums less than ten dollars shall be carried to the Contingent Account of the Company, which shall be a reserved fund for the benefit of the stockholders, and as soon as the said reserved fund shall exceed Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars the excess shall annually be divided among the stockholders in proportion to their respective interests in the Company.

THIRTEENTH.

The stockholders shall be paid their dividends in cash, but the amount to be paid them shall not exceed ten per cent on the amount of stock held by them, and the balance shall be placed to the credit of unpaid stock account until the stock is paid in full.

FOURTEENTH.

The Board of Directors shall at their first meeting in each year elect out of their own number a President and Vice President, who shall hold their offices until their successors are elected.

FIFTEENTH.

No person shall be capable of being a Director of said Company who does not at the time of his election and during his continuance in office own in his own name or that of the commercial house of which he may be a partner, at least fifty shares of the stock of said Company.

SIXTEENTH.

The Board of Directors shall have the power to appoint such officers, clerks and employees as shall be necessary for the transaction of the business of said Company or for the government of the Company, and to make all such by-laws, rules and regulations as they may deem necessary for the government of said Company, provided they be not inconsistent with the laws of this State, or the true intent and meaning of this act.

They shall fix the compensation of the officers, clerks and employees employed by them on the affairs of the Company, and they shall fill any vacancies that may occur in their number or in the Presidency.

SEVENTEENTH.

The Board of Directors shall have power to invest from time to time, the money and capital of the Company in lands and mortgages on unincumbered and improved real estate situated within this city or elsewhere, which in every case shall be worth at least double the amount so invested.

They may invest the profits of the Company in the bonds or stock issued under the laws of the United States, of this State or of the city, or any bonds or stocks of the corporations of this State, and may loan on pledge of any of the aforesaid securities, bonds or stocks, or on mortgage.

They shall have power to dispose of mortgages obtained by way of security or of stock pledged by way of security, or of property conveyed to them in satisfaction of debts previously contracted or purchased at sales upon judgments or orders of seizure obtained by said Company, or of any property, movable or immovable, which may have been abandoned to them in the course of business, but nothing in this act shall be so construed as to authorize the Company to discount negotiable paper or to do any other banking business, or to deal or trade, directly or indirectly in buying or selling any goods, wares, merchandise or commodities whatever; provided that the Company may purchase real estate or buildings for the purpose of establishing an office thereon.

EIGHTEENTH.

Yearly dividends shall be made of so much of the profits of the Company as shall appear advisable, but the proportion of premiums received for risks which shall not be terminated at the time of making such dividends, shall not be considered as forming part of the profits of the Company, and in case of any loss or losses whereby the capital stock of said Company be lessened, no subsequent dividends shall be made until such diminution shall have been covered and made up by the profits.

NINETEENTH.

In the yearly dividends to be declared, as aforesaid, the amount to be paid to the stockholders shall not exceed ten per cent on the amount of stock held by them, and the surplus shall be placed to the credit of unpaid stock account, until the stock is paid in full, when it shall be the duty of the President and Board of Directors to issue certificates to the stockholders for full paid shares.

TWENTIETH.

After the whole capital stock of the Company shall have been paid in, the Board of Directors shall have the right to deduct from each yearly dividends and lay by such part of said dividends, as they may deem proper, until a surplus fund of not more than Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars shall have been formed and realized, to be added to the capital stock of said Company.

TWENTY-FIRST.

Any stockholders who shall fail or neglect to pay any instalment when ordered by the Board of Directors, as provided for herein, shall forfeit to the Company all previous payments, and cease to be a stockholder of said Company.

TWENTY-SECOND.

No stock shall be transferred unless such transfer be made on the books of the Company; should any stockholder desire to transfer his stock previous to full payment of the same he shall be permitted to do so by a substitute of the obligations of the party purchasing, provided the substituted obligations are satisfactory to the Board of Directors.

TWENTY-THIRD.

At the time of the expiration of the charter of this Company, or sooner, if ordered by a vote of the stockholders, as herein provided for, the affairs of said Company shall be liquidated, its debts paid under the charge and superintendence of three commissioners to be appointed by the Board of Directors, and who shall remain in office until the final liquidation of the affairs of the Company.

TWENTY-FOURTH.

The President of said Company shall sign all policies and preside at all meetings of the Board; he shall conduct and manage the business of the Company generally, under the supervision of the Board of Directors, in case of his absence, the Vice-President shall preside at such meetings.

TWENTY-FIFTH.

It shall be the duty of the President and Board of Directors, within one month from the close or expiration of each year of the Company, to cause to be published in the French and English languages, and for the term of at least one month, a full statement, under oath, of the business of the Company, which statement shall contain: First—The amount of premiums received during the year, specifying what amount was received for life insurance, for insurance against accidents, what against fire, and against river and maritime policies, and what on river policies. Second—The amount of losses incurred during the year, specifying and designating what amount of losses have been incurred under the different kinds of policies aforesaid. Third—The amount of capital, stating the portion of the same invested, the securities and the nature of the securities.

TWENTY-SIXTH.

That no stockholder shall ever be held liable or responsible for the contracts or faults of said Company in any further sum than the unpaid balance due to the Company on the shares owned by him.

TWENTY-SEVENTH.

This act of incorporation may be modified, altered or amended, or the said Company dissolved, at a general meeting of the stockholders, to be convened for that purpose after thirty days notice in the French and English languages, as aforesaid and as herein provided for, and with the assent of three-fourths of the stock represented at such meeting, and any and all such modifications, alterations, amendments, or dissolution shall be recorded and published according to law.

TWENTY-EIGHTH.

The names and respective interests of the parties to this act are hereby declared to be as follows, viz:—

Names.	No. of shares.	Amount.
J. A. Mattison,	1,000	$100,000
Chs. H. Walker,	[illegible]	[illegible]
John McGinnis, Jr	[illegible]	[illegible]
Edward Rigney,	[illegible]	[illegible]
R. E. Godell,	[illegible]	[illegible]
A. J. Bedford,	[illegible]	[illegible]
Lamb, Quinlin & Co.,	[illegible]	[illegible]
George W. Manson,	[illegible]	[illegible]
Samuel Boyd,	[illegible]	[illegible]
H. D. McGinnis,	[illegible]	[illegible]
Thomas M. Simmons,	[illegible]	[illegible]
C. A. Eager,	[illegible]	[illegible]
Henry H. Stanley,	[illegible]	[illegible]
H. A. Wheelock,	[illegible]	[illegible]
Wm. P. Kellogg,	[illegible]	[illegible]
B. L. Mann & Co.,	[illegible]	[illegible]
James Byrnes,	[illegible]	[illegible]
Stanard & Slayback,	[illegible]	[illegible]
Cohen M. Soria,	[illegible]	[illegible]
Wm. Cunningham,	[illegible]	[illegible]
H. N. Soria,	[illegible]	[illegible]
N. H. Thomas,	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	$375,000

Thus done and passed at the City of New Orleans, the day, month and year afore-said, in the presence of Adolphe Louis and Lewis C. Woodville, witnesses, who have hereunto signed their names with said parties and me notary.

The original is signed:

Geo. W. Manson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, and others.

A. A. Louis, L. C. Woodville,

Edwd Barnett, notary public.

A true copy from the Original.

EDW'D. BARNETT, notary public.

The undersigned, Deputy Recorder of Mortgages for the Parish and City of New Orleans, State of Louisiana, certifies, that the foregoing act of Charter has been this day recorded in my office, in Society B. No. 4, f. 169 to 189.

NEW ORLEANS, May 1st, 1866.

CHAS. E. LENES,

Deputy Recorder.

JUDICIAL SALES.

Joseph Lallande, Testamentary Executor, vs. Cleveland, Bros & Co. and A. P. Cleveland.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 2[illegible]—By virtue of a writ of fieri facias, to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff and by the late said Sheriff transferred, I will proceed to sell at public auction, on FRIDAY, the 22d day of June, 1866, at 10 o'clock A. M., on the premises hereinafter designated:

The entire lot of HOUSEHOLD FURNITURE contained in the dwelling-house situated at No. ... Philip street, between Camp and Coliseum streets, Fourth District, as per inventory on file in my office.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS,

jn11 14 16 20 22 Sheriff of the Parish of Orleans

Citizens Bank of Louisiana vs. Charles Black.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. ...—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell, at public auction, at the Merchants and Auctioneers Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 21st day of July, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, to wit:

1. FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges, customs, servitudes, ways and appurtenances thereunto belonging, in any wise appertaining, situate in the suburb Lafayette, parish of Jefferson, in this State, now the Fourth District of this city, in the square bounded by Rousseau, Divsion, First and Second streets, and designated by the Nos. One, Two, Five and Six on a plan drawn by Henry Moellhausen, dated July 6, 1847, deposited in the office of Lucien Hermann, late a notary public in this city, the said lots measure as follows: Lot No. One forms the corner of Rousseau and First streets, and measures ... feet front on Rousseau street by a depth ... front on First street of one hundred and twenty feet, Lot No. Two adjoins Lot No. One and measures twenty-nine feet ... front on Rousseau street, by one hundred and twenty feet in depth, Lot No. Five forms the corner of First and Division streets, and measures twenty-two feet front on First street, by ninety-two feet in depth, and front on Division street, Lot No. Six adjoins No. Five, and measures ... feet front on First street by ... feet in depth ...

And 2. One hundred and forty SHARES of one hundred dollars each, of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Being the same property acquired by defendant by purchase from William B. Clarp, per act passed before William Monaghan, late a Notary Public in this city, on the 12th day of June, 1865.

Seized in the above suit.

Terms—1. The purchaser to furnish a ... note for the sum of three thousand one hundred and fifty dollars ($3,150) payable on the first day of December ... bearing interest, according to the provisions of the Charter of said Bank, and the balance cash.

2. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder to the Citizens Bank of Louisiana, and the stock to be surrendered to be cancelled with the act of mortgage and pledge from ... Bogart in favor of the Citizens Bank of Louisiana, passed before A. Boudousquie, Notary Public, of this city, on the 26th day of October, 1856, and with the Sheriff's deed of sale in this case.

HARRY T. HAYS,

jn19 26 jy5 14 21 Sheriff of the Parish of Orleans.

John Geddes vs. Joseph Kaiser.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 21,307—By virtue of a writ of seizure and sale directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff and by the late said Sheriff transferred, I will proceed to sell at public auction at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the twenty-ninth day of June, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

1. A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District of this city, and designated by the No. Thirteen, of square No. Seven, which is bounded by Levee, Eighth, Seventh and Fulton streets, according to the original plan of Faubourg Lavaudais, the said lot forms the corner of Levee and Eighth streets, and measures fifty one feet one inch front on Levee street, ... of one hundred and fourteen feet ... more or less, property formerly belonging to ... Hardsworth and others, by an act passed before ... Kenney late a notary public in this city, on the 28th May, 1851.

2. TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in said Fourth District, in the square bounded by St. Mary, Fulton, St. Andrew and Rousseau streets, and designated by the Nos. One and Two, on a plan drawn by Eagle and Werner, architects on the 4th March, 1846, and deposited in the office of Parish Recorder of the Parish of Jefferson, the said lots having each, in American measure, thirty-one feet seven inches ... front on St. Mary street, by a depth of one hundred and ... feet ... and one-half. Lot No. One forming the corner of St. Mary and Fulton streets, being the same property which the defendant purchased in ... before ... a notary in this city, on the 2d June, 1847.

3. And TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the said Fourth District, in the square bounded by Eighth, Ninth, Levee and Water streets and designated by the Nos. One and Two, on a plan drawn by C. A. Hedin, late surveyor, on the 14th October, 1849, and deposited as No. 102 in the office of G. B. Kearny, late a notary public in this city, said lots adjoin each other and measure each twenty-six feet ... front on Levee street, by the following depths running through from Levee street to Water street, viz: One hundred and ... feet ... on the line dividing lot No. One, from Lot No. Two ... and ... feet ... on the line dividing ... inches and five lines on the line dividing the said lot No. One and Two, ... hundred and ... inches on Ninth street, ... property which defendant, being the same property acquired by Amanda Ross, by act passed before said notary, G. R. Beard, dated 10th October, 1849.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff

may27 je5 14 2 29 of the Parish of Orleans.

Citizens Bank of Louisiana vs. Mrs. Thomas Williams (Sarah Proctor).

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 17,78.—By virtue of a writ of seizure and sale, directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred, I will proceed to sell at Public Auction at the Merchants and Auctioneers Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the Twenty-ninth day of June 1866, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

1. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of this City, in the square bounded by Levee, Independence, Casacalvo and Congress streets designated by the Number Thirty-one on a plan drawn by Allou D'Hemecourt, late Surveyor, measuring in American measure, thirty-one feet seven inches front on Independence street, by a depth of one hundred and twenty feet. Together with thirteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

2. A CERTAIN LOT OF GROUND, in the Third District of this City in the square above mentioned and designated as Number Thirty-two, on the said plan of D'Hemecourt measuring American measure, thirty-one feet seven inches and four lines front on Congress street by a depth of ninety-eight feet and three inches, Together with fifteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

3. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of this City, in the square above mentioned, and designated by Number Thirty-three on a plan drawn by said Allou D'Hemecourt, late Surveyor, and measuring thirty-one feet seven inches front on Congress street by ninety-eight feet three inches in depth. Together with fifteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

4. A CERTAIN LOT OF GROUND situated in the Third District of this City, in the square above mentioned, designated as per act No. 8 ... by the Number Thirty-four, said lot forms the corner of Independence and Congress streets and measures thirty-one feet seven inches and three lines front on Independence street by a depth of one hundred and twenty feet. Together with fifteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements on the above described lots of ground.

Seized in the above suit.

Terms and Conditions—The purchaser to furnish: 1. A stock note for the sum of Two hundred and Sixty Dollars ($260) payable on the first day of May 1867 ... and renewable, according to the provisions of the Charter of said Bank, secured by mortgage on No. Thirty-one, above described.

2. A stock note for the sum of Two hundred and Eighty Dollars ($280) payable on the first day of May 1867, ... renewable, according to the provisions of the Charter of said Bank secured by mortgage on lot No. Thirty-two, above described.

3. A stock note for the sum of Three hundred and Forty ($340) payable on the first day of May 1867, ... renewable, according to the provisions of the Charter of said Bank, secured by mortgage on lot No. Thirty-three, above described.

4. And a stock note for the sum of Three hundred and twenty ($320) payable on the first day of May 1867, ... and renewable, according to the provisions of the Charter of said Bank, secured by mortgage on lot No. Thirty-four, above described.

And the balance of the price of adjudication Cash on the spot. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder and the stock to be so furnished, to be identified with the stock ... passed by the Levee Steam Cotton Press Company in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, before Charles Boudousquie, late a Notary Public in this city, on the 12th day of March, 1849, and with the Sheriff's deed of sale in this case.

HARRY T. HAYS,

my29 je5 14 2 29 Sheriff of the Parish of Orleans.

Clara Bordelon et als. vs. Clorinde Delahoussaye.

STATE OF LOUISIANA—PARISH OF ST. BERNARD—No. 461—By virtue of an order of sale to me directed by the Honorable the Second Judicial District Court in and for the Parish of St. Bernard, bearing date the 2d May, 1866, I will expose at public auction, on the premises, on SATURDAY, the 7th of July, 1866, at 11 o'clock, a. m., the following described property, to wit:

THAT CERTAIN TRACT OF LAND, situated in the Parish of St. Bernard, on the left bank of the Mississippi river, at about two miles below the city of New Orleans, measuring one arpent and one hundred and eight feet front on the said river, by forty arpents in depth, bounded above by the property of Ovignac D'Oyrale, and below by the property of Charles Cavaroc. Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a large, fine and fine two-story frame house well fitted for a country residence in good order and repair, and all necessary out-houses.

A large lot of HOUSEHOLD FURNITURE, consisting of rosewood and mahogany Bedsteads, Armoires, Tables, Sideboards, Chairs, Sofas, French Mirrors, Clocks, Candelabras, Carpets, &c. &c.

A large and valuable quantity of PERSONAL EFFECTS: Diamonds, Earrings, Brooches, Watches and other Jewelries.

Implements of husbandry, such as Ploughs, Carts, &c. &c.

On the following terms and conditions, to wit:

One-third cash, and the balance at one and two years' credit. The purchaser or purchasers giving his or their notes corresponding in amount with the portions coming to each heir, and said note to be made payable to the order of the heirs for their respective portions and conditions, by bear ... per cent per annum interest from their respective maturities. The property to remain specially mortgaged and hypothecated and vendors privilege retained in favor of the heirs until full and entire payment of the notes and interest.

And for the movable property above described, cash on the spot, in United States Treasury notes.

Sheriff's office, Parish St. Bernard, May 28, 1866.

je5 18 26 jy5 7 ANTOINE CHALAIRE, Sheriff

United States of America.

CIRCUIT COURT OF THE UNITED STATES for the Sixth Judicial Circuit and Eastern District of Louisiana.—The United States of America, To all whom these presents shall come—greeting.

Whereas, J. C. Lavilleboeuvre and A. Merle D'Aubigné having purchased at a sale made by the Marshal of the United States for the Eastern District of Louisiana the property hereinafter described has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 8th day of April, a. d. 1856, for a Monition or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved the 10th day of March, 1834.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the United States and of the said Circuit Court of the United States of the State of Louisiana, as above cited, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Marshal of the District aforesaid, on the 25th day of March a. d. 1856, by virtue of a fieri facias writ of seizure and sale issued by this Court, on the 10th day of February, a. d. 1856, in a suit entitled A. Merle D'Aubigné vs the heirs ... Lavilleboeuvre, No. ... of the Docket of this Court, at which sale J. C. Lavillebeuvre and A. Merle D'Aubigné became the purchaser, for the price of $...

Description of the property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the Fourth District of this city, in the square bounded by Camp, Delord, Poydras and Magazine streets, designated as Lots Nos 1, 2, 3, 4, on a plan drawn by ... Hall, on the 23d April, 1856, deposited in the office of S. Magner, notary public, as plan No. 6, which lots measure, American measure, as follows, viz: Lot No. 1, forms the corner of Camp and Delord streets, and has 20 feet 1 inch front on Delord street by a depth of 100 feet and front on Camp street together with the use of an alley 3 feet wide, opening on Camp street, common to said lot and lots Nos 2, 3, and 4, and the ... each other and measure each 21 feet 1 inch ... front on Camp street by a depth of 101 feet 7 inches, being the property acquired by ... from the estate of the late Dominique ... Burthe ... notary public, on the ... May, 1856.

2. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situated in the same square, and designated as Lots Nos. 12 and 13, on a plan of E. Gottheil, dated 26th March, 1856, annexed to an act passed before A. Chiapella, late notary public, on the 19th May, 1856. Said lots measure, American measure, as follows viz: Lot No. 12, 25 feet front on Poyfarre street, by 104 feet 4 inches and 1 line deep, and lot No. 13, 25 feet front on Poyfarre street, by 125 feet 3 inches and 5 lines in depth, ... being the property acquired by ... from ... before ... notary public, on the 28th May, 1856.

Together with all and singular the buildings and improvements thereon, and appurtenances thereunto belonging, to the above lots of ground and buildings and improvements.

Clerk's office, New Orleans, 9th June, 1866.

CHAS. CLAIBORNE, Clerk.

je16 11 19 29 jy5

J. A. CASADAVANT,
SURGEON DENTIST
NO. 196 CANAL STREET,
BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

HE continues to perform all operations ... Surgeon Dentist in the most ... Consultations in French, Spanish and English.